|  |  |
| --- | --- |
| Parlement européen2014-2019 |  |

<Commission>{CJ31}Commission des affaires étrangères
Commission du développement
Commission des budgets</Commission>

<RefProc>2016/0281</RefProc><RefTypeProc>(COD)</RefTypeProc>

<Date>{27/03/2017}27.3.2017</Date>

<TypeAM>AMENDEMENT</TypeAM>

<RangeAM>71 - 386</RangeAM>

<TitreType>Projet de rapport</TitreType>

<Rapporteur>Eduard Kukan, Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial</Rapporteur>

<DocRefPE>(PE599.835v01-00)</DocRefPE>

<Titre>Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen pour le développement durable (FEDD) et instituant la garantie FEDD et le fonds de garantie FEDD</Titre>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<DocRef>(COM(2016)0586 – C8-0377/2016 – 2016/0281(COD))</DocRef>

AM\_Com\_LegReport

<RepeatBlock-Amend><Amend>Amendement <NumAm>71</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Jonathan Arnott</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>–</Article>

|  |
| --- |
|  |
|  | Proposition de rejet |
|  | ***Le Parlement européen rejette la proposition de la Commission.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>72</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eleni Theocharous</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Visa 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| vu le traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, et notamment son article 209, paragraphe 1, et son article 212, paragraphe 2, | vu le traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, et notamment ***son article 208, paragraphe 1,*** son article 209, paragraphe 1, et son article 212, paragraphe 2, |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>73</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Visa 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| vu le traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, et notamment son article 209, paragraphe 1, et son article 212, paragraphe 2, | vu le traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, et notamment son article ***208, son article*** 209, paragraphe 1, et son article 212, paragraphe 2, |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>74</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eleni Theocharous</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et, partant, de lutter contre les ***causes profondes*** de la ***migration***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies***, notamment l’éradication de la pauvreté,*** ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et ***le nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l’Agenda européen en matière de migration et***, partant, de lutter contre les ***pressions migratoires trouvant leur origine dans la pauvreté, les conflits, l’instabilité, le sous-développement, l’inégalité et les violations des droits*** de ***l’homme,*** la ***croissance démographique, l’absence d’emplois et de perspectives économiques ainsi que dans le changement climatique***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>75</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et, partant, de lutter contre les causes profondes de la migration. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies***, notamment l’éradication de la pauvreté,*** ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et ***le nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l’Agenda européen en matière de migration et***, partant, de lutter contre les causes profondes de la migration ***et les pressions migratoires trouvant leur origine dans la pauvreté, le sous-développement, l’inégalité, la croissance démographique, l’absence d’emplois et de perspectives économiques ainsi que dans le changement climatique***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>76</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, ***dans le but*** de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et***, partant,*** de lutter contre les causes ***profondes*** de la migration. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, ***et*** de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée***. Investir en Afrique*** et ***dans le voisinage*** de ***l’Union européenne contribuera à*** lutter contre les causes de la migration ***que sont la pauvreté, le sous-développement, l’inégalité, l’instabilité, la croissance démographique, l’absence d’emplois ou d’opportunités économiques, et le changement climatique***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>77</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et, partant, de lutter contre les ***causes profondes de*** la ***migration***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies***, notamment l’éradication de la pauvreté,*** ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et, partant, de lutter contre les ***pressions migratoires trouvant leur origine dans*** la ***pauvreté, le sous-développement, l’inégalité, la croissance démographique, l’absence d’emplois et de perspectives économiques ainsi que dans le changement climatique***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>78</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ***ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et, partant, de lutter contre*** les ***causes profondes de la migration***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies***, et principalement l’élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités, conformément aux principes d’efficacité du développement acceptés au niveau international (appropriation, alignement sur*** les ***stratégies nationales, harmonisation, responsabilité démocratique et résultats)***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). ***L’investissement extérieur de l’Union devrait se concentrer sur les personnes les plus démunies et les zones les plus touchées par le changement climatique, ou susceptibles de l’être.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>79</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali, Hilde Vautmans, Jozo Radoš, Marielle de Sarnez</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée ***et, partant, de lutter contre les causes profondes de la migration***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies***, notamment l’éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités,*** ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21) ***et prévoir en particulier des mesures de protection contre les effets du changement climatique et de résilience au changement climatique dans tous les investissements et opérations de financement***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>80</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) ***L’ambitieux*** plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union ***est nécessaire pour soutenir les*** investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, ***dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies*** ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage ***révisée et, partant,*** de lutter contre les causes ***profondes*** de la migration. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) ***Le*** plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union ***comprend des*** investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage ***afin*** de lutter contre les causes de la migration ***et les flux migratoires massifs auxquels l’Europe est confrontée***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>81</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Jean-Luc Schaffhauser</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) ***de l’Union est nécessaire pour*** soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ***ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et, partant, de lutter contre les causes profondes de la migration***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) ***des États membres est une possibilité de*** soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>82</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union ***est nécessaire pour*** soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 ***des Nations unies ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et, partant, de lutter contre les causes profondes de la migration***. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union ***vise à*** soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de promouvoir les objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>83</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de ***promouvoir les*** objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et, partant, de lutter contre les causes profondes de la migration. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). | (1) L’ambitieux plan d’investissement extérieur (PIE) de l’Union est nécessaire pour ***concevoir, orienter et*** soutenir les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l’UE, dans un premier temps, dans le but de ***contribuer à la réalisation des*** objectifs de développement durable du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies ainsi que les engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée et, partant, de lutter contre les causes profondes de la migration. Il devrait également contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique (COP 21). |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>84</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali, Jozo Radoš, Paavo Väyrynen, Marielle de Sarnez</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 1 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(1 bis)*** ***Les investissements au titre du FEDD devraient être axés sur le soutien aux microentreprises et aux PME de pays en développement, afin de créer des emplois décents, durables et ouverts à tous, d’offrir des débouchés économiques aux femmes et aux jeunes, et d’entreprendre une transition équitable vers une économie verte et circulaire.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>85</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. ***Il devrait également permettre aux investisseurs européens*** et ***aux entreprises privées***, ***y compris aux petites et moyennes entreprises***, de ***participer plus efficacement au développement durable dans*** les ***pays partenaires***. | (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. ***Les investissements européens pourront être plus efficaces, plus efficients*** et ***plus transparents***, ***et contribuer au développement durable des pays concernés***, ***uniquement si les 193 États membres*** de ***l’ONU qui sont parties à l’accord respectent*** les ***engagements en matière de lutte contre la fraude fiscale, la corruption et le blanchiment de flux financiers illicites***. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>86</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Sabine Lösing</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, y compris aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. | (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, y compris aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires***, en contenant des références, des conditions et des dispositions claires en vue de favoriser le développement socio-économique et le secteur privé local dans les pays partenaires, priorité absolue***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>87</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, y compris aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. | (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement***, tout en garantissant que les investissements réalisés sont conformes à l’article 208 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne (traité FUE)***. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, y compris aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>88</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait ***également*** permettre aux investisseurs ***européens*** et aux entreprises privées, y compris aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. | (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait permettre aux investisseurs et aux entreprises privées, y compris aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires***, conformément aux politiques de développement et de voisinage de l’Union***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>89</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, y compris aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. | (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, y compris aux ***microentreprises et aux*** petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>90</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Pina Picierno, Nicola Caputo</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, ***y compris*** aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. | (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, ***en particulier*** aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>91</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, ***y compris*** aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. | (2) Le PIE devrait intégrer l’engagement de l’Union dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il devrait également permettre aux investisseurs européens et aux entreprises privées, ***en particulier*** aux petites et moyennes entreprises, de participer plus efficacement au développement durable dans les pays partenaires. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>92</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(2 bis)*** ***Le FEDD devrait contribuer à la réalisation du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies, qui signale que les migrations internationales constituent une réalité pluridimensionnelle qui a une grande importance pour le développement des pays d’origine, de transit et de destination et qui appelle des réponses cohérentes et globales, tout en soulignant que les migrants sont susceptibles de contribuer à une croissance inclusive et au développement durable.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>93</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Jean-Luc Schaffhauser</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(3)*** ***Cette approche est également conforme à la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité, qui intègre des enjeux tels que la migration et la résilience dans la politique étrangère générale de l’UE, ce qui garantit la cohérence et les synergies avec la politique européenne de développement et la politique européenne de voisinage.*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>94</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(3)*** ***Cette approche est également conforme à la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité, qui intègre des enjeux tels que la migration et la résilience dans la politique étrangère générale de l’UE, ce qui garantit la cohérence et les synergies avec la politique européenne de développement et la politique européenne de voisinage.*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>95</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(3)*** ***Cette approche est également conforme à la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité, qui intègre des enjeux tels que la migration et la résilience dans la politique étrangère générale de l’UE, ce qui garantit la cohérence et les synergies avec la politique européenne de développement et la politique européenne de voisinage.*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>96</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) Cette approche est également conforme à la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité, qui ***intègre des enjeux tels que la migration et la résilience dans*** la politique étrangère ***générale*** de l’UE***, ce qui garantit*** la cohérence et les synergies avec la politique européenne de développement et la politique européenne de voisinage. | (3) Cette approche est également conforme à la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité, qui ***essaye de favoriser une approche intégrée face aux enjeux de*** la politique étrangère de l’UE ***et de garantir*** la cohérence et les synergies avec la politique européenne de développement et la politique européenne de voisinage. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>97</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Marielle de Sarnez, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) Cette approche est également conforme à la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité, qui intègre des enjeux tels que la migration et la résilience dans la politique étrangère générale de l’UE, ce qui ***garantit*** la cohérence et les synergies avec la politique européenne de développement et la politique européenne de voisinage. | (3) Cette approche est également conforme à la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité, qui intègre des enjeux tels que la migration et la résilience dans la politique étrangère générale de l’UE, ce qui ***assure*** la cohérence ***de la politique extérieure avec les objectifs de la politique de développement*** et ***garantit*** les synergies avec la politique européenne de développement et la politique européenne de voisinage. ***Cette approche est aussi conforme à la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne et au droit international relatif aux droits de l’homme, ce qui garantit qu’elle est axée sur les droits de l’homme tout en abordant le problème des déplacements forcés et de la migration irrégulière.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>98</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) Cette approche est également conforme à la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité, qui intègre des enjeux tels que la migration et la résilience dans la politique étrangère générale de l’UE, ce qui garantit la cohérence et les synergies avec la politique européenne de développement et la politique européenne de voisinage. | (3) Cette approche est également conforme à la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité, qui intègre des enjeux tels que la migration et la résilience dans la politique étrangère générale de l’UE, ce qui garantit la ***pleine*** cohérence et les synergies avec la politique européenne de développement et la politique européenne de voisinage. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>99</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Jean-Luc Schaffhauser</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(4)*** ***Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022***, ***ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et d’emploi, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés.*** | ***supprimé*** |
| ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |  |
| ***22*** ***JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010.*** |  |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>100</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour ***le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et d’emploi, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des*** financements privés. | (4) Le ***fonds européen pour le développement durable (FEDD), en tant que partie du*** PIE***,*** devrait fournir un dispositif financier intégré pour ***financer et attirer les investissements qui favorisent un développement économique et social inclusif et durable et renforcent la résilience socio-économique des pays partenaires tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en remédiant aux insuffisances du marché et aux situations d’investissement qui ne sont pas optimales, et en attirant les*** financements privés. ***Les opérations du FEDD devraient être clairement distinctes, et complémentaires, des autres aides, notamment des opérations relatives au mandat extérieur de la Banque européenne d’investissement (BEI), l’initiative «Résilience économique» et la facilité d’investissement pour les pays ACP. Les opérations de la garantie FEDD devraient également être complémentaires des activités déjà menées par d’autres institutions financières éligibles et couvrir les lacunes en matière d’investissement que ces institutions ne sont actuellement pas en mesure de combler.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| ***22*** ***JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010.*** |  |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>101</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Le ***PIE*** devrait ***fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et d’emploi, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés***. | (4) Le ***FEDD*** devrait ***encourager la création d’emplois décents et les perspectives économiques durables et équitables pour tous, en accordant une attention particulière aux jeunes ainsi qu’à l’avancée de l’égalité entre les sexes et de l’autonomisation des femmes, conformément au plan d’action de l’Union sur l’égalité des sexes pour la période 2016-2020, tout en consolidant l’état de droit, la bonne gouvernance, les droits de l’homme et le respect du principe d’accès équitable aux ressources naturelles et d’utilisation de ces ressources dans chaque pays***. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. | 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>102</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de ***créer des*** possibilités de croissance et d’emploi, ***d’exploiter au mieux l’additionnalité***, de ***favoriser la fourniture*** de ***produits innovants*** et d’attirer des financements privés. | (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps***, en veillant à ne pas accroître les risques d’endettement ou la vulnérabilité macroéconomique***. Cela permettra de ***soutenir le développement à plus long terme par la création de*** possibilités de croissance et d’emploi ***durables***, ***axées plus particulièrement sur l’égalité entre les sexes et l’autonomisation des femmes et des jeunes***, ***ainsi que d’appuyer le déploiement du plan d’action*** de ***l’Union sur l’égalité des sexes,*** de ***garantir l’additionnalité*** et d’attirer des financements privés***, tout en respectant les droits de l’homme, sans créer d’externalités environnementales négatives***. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| ***22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010.*** |  |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>103</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et d’emploi, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés. | (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et d’emploi, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés. ***La sélection et l’attribution des projets doivent être fondées sur un processus transparent et responsable à chaque étape de la procédure; toute irrégularité doit entraîner la suspension du financement.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. | 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>104</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Paavo Väyrynen, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de ***créer*** des possibilités de croissance et ***d’emploi***, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés. | (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps***, en veillant à ne pas accroître les risques d’endettement ou la vulnérabilité économique***. Cela permettra de ***soutenir le développement à plus long terme par*** des possibilités ***d’emploi et*** de croissance ***verte*** et ***inclusive***, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. | 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>105</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et d’emploi, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés. | (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et d’emploi, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants***, de promouvoir un développement durable et une économie circulaire*** et d’attirer des financements privés. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. | 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>106</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et ***d’emploi***, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés. | (4) Le PIE devrait fournir un dispositif financier intégré pour le financement d’investissements dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités ***d’emploi et*** de croissance ***durable*** et ***inclusive***, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. | 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>107</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Georgios Epitideios</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) Le PIE devrait fournir un ***dispositif financier intégré*** pour ***le financement d’investissements*** dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et d’emploi, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés. | (4) Le PIE devrait fournir un ***financement limité*** pour ***les investissements*** dans les pays d’Afrique qui sont signataires de l’accord de partenariat entre les membres du groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d’une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d’autre part, signé à Cotonou le 23 juin 200022, ainsi que dans les pays du voisinage, dans un premier temps. Cela permettra de créer des possibilités de croissance et d’emploi, d’exploiter au mieux l’additionnalité, de favoriser la fourniture de produits innovants et d’attirer des financements privés. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. | 22 JO L 317 du 15.12.2000. Accord modifié en dernier lieu au JO L 287 du 4.11.2010. |

Or. <Original>{EL}el</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>108</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 bis)*** ***La participation du secteur privé à la coopération de l’Union avec les pays partenaires par l’intermédiaire du FEDD devrait avoir un effet complémentaire sur le développement, sans distorsion du marché, être rentable et se fonder sur une responsabilité mutuelle et un partage des coûts et des risques; elle devrait reposer sur un attachement aux principes et lignes directrices internationalement reconnus, parmi lesquels les principes pour l’investissement responsable, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l’homme, ainsi que les principes directeurs de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l’intention des entreprises multinationales.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>109</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Bernd Kölmel</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 bis)*** ***Les fonds publics destinés au développement ne sont, à eux seuls, pas la solution – la coopération publique au développement a permis de réaliser beaucoup de choses. Cela ne suffit pas pour relever des défis d’une dimension nouvelle. Ces ressources devraient plutôt, à l’avenir, davantage servir de levier et encourager l’investissement privé. Il convient ce faisant de tenir compte de la durabilité comme principe fondamental d’une bonne gestion de projets.*** |

Or. <Original>{DE}de</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>110</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 bis)*** ***Le FEDD devrait promouvoir la création d’emplois décents, les perspectives économiques et l’entreprenariat, en insistant plus particulièrement sur les jeunes, sur l’égalité entre les hommes et les femmes et l’autonomisation des femmes et des jeunes, conformément au plan d’action de l’Union sur l’égalité des sexes pour la période 2016-2020, tout en consolidant l’état de droit, la bonne gouvernance et les droits de l’homme.*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>111</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 bis)*** ***Afin de respecter les engagements politiques de l’Union en matière d’énergies renouvelables, d’efficacité énergétique, d’atténuation du changement climatique et d’adaptation à celui-ci, une part de 35 % au moins des fonds alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pleinement pertinentes pour ces secteurs, ce qui contribuera à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

<TitreJust>Justification</TitreJust>

En 2015, la BEI a fixé l’objectif visant à consacrer 35 % de ses prêts à l’action en faveur du climat dans les pays en développement. Nous devrions nous aligner sur cette position, de manière à ce qu’au moins 35 % du financement du FEDD contribue à la lutte contre le changement climatique.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>112</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post, Eider Gardiazabal Rubial</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 bis)*** ***Afin de respecter les engagements politiques de l’Union sur le plan des énergies renouvelables et du changement climatique, y compris de l’utilisation efficace des ressources, une part de 35 % au moins des fonds alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pertinentes pour ces secteurs, ce qui contribuera à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>113</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 bis)*** ***Le FEDD devrait intégrer les engagements de l’Union relatifs à l’efficacité du développement et résultant du programme d’action d’Addis-Abeba sur le financement du développement. Il convient d’élaborer des mesures au titre du règlement relatif au FEDD, de manière à satisfaire aux critères applicables à l’aide publique au développement (APD) qui ont été fixés par le Comité d’aide au développement (CAD) de l’OCDE.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>114</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 bis)*** ***Il convient d’élaborer des mesures au titre du règlement relatif au FEDD, de manière à satisfaire aux critères applicables au financement du développement qui ont été fixés par le Comité d’aide au développement (CAD) de l’OCDE en tenant compte des spécificités du développement du secteur privé.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>115</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Bernd Kölmel</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 ter)*** ***L’Afrique a besoin de solutions africaines – les États d’Afrique ont montré des signes encourageants de nouveau départ avec la création de l’Union africaine (AU) et l’instauration du nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD). Avec l’Agenda 2063 de l’Union africaine, les réformateurs tracent la propre voie de l’Afrique. L’Europe doit prendre les États africains au mot et donner à la coopération une nouvelle dimension et une nouvelle qualité.*** |

Or. <Original>{DE}de</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>116</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Bernd Kölmel</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 quater (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 quater)*** ***L’appropriation des décisions et une approche proactive sont d’importants moteurs du développement. Des décennies de situation «donneur/receveur» ont forgé une mentalité qu’il faut remplacer par une coopération économique fondée sur le partenariat, qui mise sur l’appropriation des décisions et une approche proactive. À long terme, c’est surtout le secteur privé, plutôt que l’État, qui crée de l’emploi en quantité suffisante. C’est pourquoi l’Afrique a besoin de moins de subventions et de davantage d’investissements privés libres et justes. En tant que dispositif financier intégré pour le financement d’investissements, il convient de veiller à ce que des programmes intervenant immédiatement soient déployés de manière ciblée afin d’établir sur place un environnement favorable, tout en veillant à mobiliser et à garantir des investissements à cet égard. De bonnes conditions de base sont fondamentales pour le développement économique.*** |

Or. <Original>{DE}de</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>117</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 quater (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 quater)*** ***L’assistance technique aux pays partenaires devrait constituer le deuxième pilier du PIE. Dans ce contexte, la Commission devrait accroître son assistance afin d’aider les pays partenaires à attirer les investissements en améliorant la préparation et la promotion des projets, en développant un plus grand nombre de projets susceptibles d’obtenir un financement et en les faisant connaître au sein de la communauté des investisseurs internationaux. Il convient de créer un portail de projets sur le web, portail qui constitue une base de données de projets accessible au public et simple d’utilisation, et fournisse les informations utiles sur chaque projet.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>118</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4 quater (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(4 quater)*** ***L’amélioration du climat d’investissement et du contexte politique général dans les pays concernés devrait constituer le troisième pilier du PIE. Dans le cadre des relations politiques qu’entretient l’Union avec les pays partenaires, la Commission et le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (haut représentant) devraient entretenir des dialogues politiques dans le but de développer des cadres juridiques, des politiques et des institutions pour assurer la stabilité économique, l’investissement durable et la croissance inclusive. Ces dialogues politiques pourraient porter, entre autres sujets, sur la lutte contre la corruption, la criminalité organisée et les flux financiers illicites, la bonne gouvernance, l’intégration des marchés locaux, la promotion de l’entrepreneuriat et des entreprises locales, le respect des droits de l’homme et l’état de droit, ainsi que sur des politiques qui tiennent compte de l’égalité entre les sexes.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>119</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 5</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (5) Le Fonds européen pour le développement durable (FEDD) devrait être composé de plateformes régionales d’investissement, qui combineront des financements issus des mécanismes de mixage existants et de la garantie FEDD. Les mécanismes de mixage existants sont institués par la décision C(2015) 5210 de la Commission pour l’Afrique et par la décision d’exécution C(2016) 3436 de la Commission pour les pays du voisinage. Chaque plateforme régionale d’investissement devrait avoir un conseil opérationnel qui aide la Commission à définir les objectifs d’investissement aux niveaux régional et sectoriel ainsi que les volets d’investissement régionaux, sectoriels et thématiques, qui formule des avis sur les opérations de mixage et qui examine les questions liées au recours à la garantie FEDD conformément aux volets d’investissement devant être définis. | (5) Le Fonds européen pour le développement durable (FEDD) devrait être composé de plateformes régionales d’investissement, qui combineront des financements issus des mécanismes de mixage existants et de la garantie FEDD. Les mécanismes de mixage existants sont institués par la décision C(2015) 5210 de la Commission pour l’Afrique et par la décision d’exécution C(2016) 3436 de la Commission pour les pays du voisinage. Chaque plateforme régionale d’investissement devrait avoir un conseil opérationnel qui aide la Commission à définir ***et à suivre*** les objectifs d’investissement aux niveaux régional et sectoriel ainsi que les volets d’investissement régionaux, sectoriels et thématiques, qui formule des avis sur les opérations de mixage et qui examine les questions liées au recours à la garantie FEDD conformément aux volets d’investissement devant être définis. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>120</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 5 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(5 bis)*** ***À la lumière des conclusions de la Cour des comptes européenne1 bis concernant l’utilisation de financements mixtes dans les relations extérieures de l’Union, qui ont souligné le fait que, pour près de la moitié des projets examinés, il n’existait pas suffisamment d’éléments probants pour établir que les subventions étaient justifiées, et que, dans un certain nombre de ces cas, des éléments indiquaient que les investissements auraient été réalisés sans la contribution de l’Union, il est capital que les financements mixtes ne soient utilisés que lorsque la Commission peut clairement démontrer leur valeur ajoutée.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis http://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR14\_16/SR14\_16\_FR.pdf*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>121</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 5 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(5 bis)*** ***L’ensemble des capacités du FEDD défendront et respecteront pleinement les droits de l’homme et l’égalité de traitement dans les pays bénéficiaires et de tous les acteurs concernés par les activités de financement et d’investissement.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>122</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Jean-Luc Schaffhauser</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) En outre, le FEDD devrait ***faire office de «guichet unique» pour recevoir les propositions de financement émanant d’institutions financières et d’investisseurs publics ou privés et fournir de nombreuses formes de soutien financier en faveur d’investissements éligibles. La garantie FEDD devrait être soutenue par le fonds de garantie FEDD. Le FEDD devrait mobiliser des instruments innovants pour soutenir les investissements et associer le secteur privé.*** | (6) En outre, le FEDD devrait ***être sous le contrôle exclusif des États membres pour ne pas voir l’UE mettre en avant les acteurs privées d’un seul État membre comme c’est le cas sur d’autres sujets;*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>123</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Sabine Lösing</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) En outre, le FEDD devrait faire office de «guichet unique» pour recevoir les propositions de financement émanant d’institutions financières et d’investisseurs publics ou privés et fournir de nombreuses formes de soutien financier en faveur d’investissements ***éligibles***. La garantie FEDD devrait être soutenue par le fonds de garantie FEDD. Le FEDD devrait mobiliser des instruments innovants pour ***soutenir les investissements*** et ***associer le secteur privé***. | (6) En outre, le FEDD devrait faire office de «guichet unique» pour recevoir les propositions de financement émanant d’institutions financières et d’investisseurs publics ou privés et fournir de nombreuses formes de soutien financier en faveur d’investissements ***qui mènent à un développement économique, social et environnemental durable et solidaire***. La garantie FEDD devrait être soutenue par le fonds de garantie FEDD. Le FEDD devrait mobiliser des instruments innovants pour ***faciliter l’accès aux financements des investisseurs nationaux, en priorité, notamment des entreprises locales*** et ***des micro, petites et moyennes entreprises***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>124</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) En outre, le FEDD devrait faire office de «guichet unique» pour recevoir les propositions de financement émanant d’institutions financières et d’investisseurs publics ou privés et fournir de nombreuses formes de soutien financier en faveur d’investissements éligibles. La garantie FEDD devrait être soutenue par le fonds de garantie FEDD. ***Le FEDD devrait mobiliser des instruments innovants pour soutenir les investissements et associer le secteur privé.*** | (6) En outre, le FEDD devrait faire office de «guichet unique» pour recevoir les propositions de financement émanant d’institutions financières et d’investisseurs publics ou privés et fournir de nombreuses formes de soutien financier en faveur d’investissements éligibles. La garantie FEDD devrait être soutenue par le fonds de garantie FEDD. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>125</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) En outre, le FEDD ***devrait faire*** office de «guichet unique» pour recevoir les propositions de financement émanant d’institutions financières et d’investisseurs publics ou privés et fournir de nombreuses formes de soutien financier en faveur d’investissements éligibles. La garantie FEDD devrait être soutenue par le fonds de garantie FEDD. Le FEDD devrait mobiliser des instruments innovants pour soutenir les investissements et ***associer*** le secteur privé. | (6) En outre, le FEDD ***fait*** office de «guichet unique» pour recevoir les propositions de financement émanant d’institutions financières et d’investisseurs publics ou privés et fournir de nombreuses formes de soutien financier en faveur d’investissements éligibles. La garantie FEDD devrait être soutenue par le fonds de garantie FEDD. Le FEDD devrait mobiliser des ***mécanismes et des*** instruments innovants pour soutenir ***et attirer*** les investissements et ***s’associer avec*** le secteur privé. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>126</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) En outre, le FEDD devrait faire office de «guichet unique» pour recevoir les propositions de financement émanant d’institutions financières et d’investisseurs publics ou privés et fournir de nombreuses formes de soutien financier en faveur d’investissements éligibles. La garantie FEDD devrait être soutenue par le fonds de garantie FEDD. Le FEDD devrait mobiliser des instruments ***innovants*** pour soutenir les investissements et associer le secteur privé. | (6) En outre, le FEDD devrait faire office de «guichet unique» pour recevoir les propositions de financement émanant d’institutions financières et d’investisseurs publics ou privés et fournir de nombreuses formes de soutien financier en faveur d’investissements éligibles. La garantie FEDD devrait être soutenue par le fonds de garantie FEDD. Le FEDD devrait mobiliser des instruments ***qui ont fait leurs preuves*** pour soutenir les investissements et associer le secteur privé. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>127</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Paavo Väyrynen, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 6 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(6 bis)*** ***Le FEDD devrait mobiliser des instruments innovants pour soutenir les investissements et associer le secteur privé, en particulier les micro, petites et moyennes entreprises locales, en ciblant des domaines permettant d’obtenir des résultats en matière de développement durable. À cet égard, il est nécessaire de lever les blocages et les obstacles aux investissements nationaux et étrangers.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>128</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 7</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (7) La coordination et la cohérence du FEDD avec le mandat extérieur de la Banque européenne d’investissement (BEI) énoncé dans la décision [à adopter], y compris l’initiative «résilience» de la BEI, ainsi qu’avec la facilité d’investissement pour les pays ACP23, devraient être assurées par le conseil stratégique du FEDD. | (7) La coordination et la cohérence du FEDD avec le mandat extérieur de la Banque européenne d’investissement (BEI) énoncé dans la décision [à adopter], y compris l’initiative «résilience» de la BEI, ainsi qu’avec la facilité d’investissement pour les pays ACP23, devraient être assurées par le conseil stratégique du FEDD. ***La BEI devrait faire rapport tous les six mois à la Commission européenne, au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 23 Annexe II de l’accord de Cotonou. | 23 Annexe II de l’accord de Cotonou. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>129</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 7 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(7 bis)*** ***La Commission et la BEI devraient conclure un accord précisant les conditions de leur coopération en matière de gestion de la garantie FEDD et présenter cet accord au conseil stratégique.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>130</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Jean-Luc Schaffhauser</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 8</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (8) ***Par ailleurs, le*** conseil ***stratégique devrait aider la Commission à fixer des*** orientations ***stratégiques et les grands objectifs d’investissement. Il devrait également favoriser la coordination et la cohérence entre les plateformes régionales. Cela devrait garantir la complémentarité des différents instruments de l’action extérieure. Le conseil stratégique devrait être coprésidé par la Commission et le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité afin de garantir la cohérence par rapport aux objectifs de la politique extérieure de l’Union et à ses cadres de partenariat avec les pays tiers.*** | (8) ***C’est au*** Conseil ***de veiller aux*** orientations ***des investissements permis par ce fonds qui est alimenté par les États.;***  |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>131</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Nedzhmi Ali, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Marielle de Sarnez</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 8</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (8) Par ailleurs, le conseil stratégique devrait aider la Commission à fixer des orientations stratégiques et les grands objectifs d’investissement. Il devrait également favoriser la coordination et la cohérence entre les plateformes régionales. ***Cela devrait garantir*** la complémentarité des différents instruments de l’action extérieure. Le conseil stratégique devrait être coprésidé par la Commission et le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité afin de garantir la cohérence ***par rapport aux*** objectifs de la politique extérieure de l’Union et ***à*** ses cadres de partenariat avec les pays tiers. | (8) Par ailleurs, le conseil stratégique devrait aider la Commission à fixer des orientations stratégiques et les grands objectifs d’investissement. Il devrait également favoriser la coordination et la cohérence entre les plateformes régionales***, avec les principaux objectifs de développement de l’Union, et avec les stratégies et instruments existants en vue d’accroître*** la complémentarité des différents instruments de l’action extérieure ***tout en garantissant la cohérence des politiques au service du développement***. Le conseil stratégique devrait être coprésidé par la Commission et le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité afin de garantir la cohérence ***des*** objectifs de la politique extérieure de l’Union et ***de*** ses cadres de partenariat avec les pays tiers. ***Le Parlement européen participe au conseil stratégique avec le statut d’observateur permanent afin de garantir l’exercice de son droit et de son obligation de contrôler la mise en œuvre du FEDD. Le conseil stratégique publie le procès-verbal de ses réunions dès qu’il l’a approuvé.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>132</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 8</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (8) ***Par ailleurs, le*** conseil stratégique devrait ***aider*** la Commission ***à fixer des orientations stratégiques*** et ***les grands objectifs d’investissement. Il devrait également favoriser la coordination et*** la cohérence ***entre les plateformes régionales. Cela devrait garantir*** la ***complémentarité des différents instruments*** de ***l’action extérieure. Le conseil stratégique devrait être coprésidé*** par ***la Commission et le haut représentant de*** l’Union pour ***les affaires étrangères et la politique de sécurité afin*** de ***garantir*** la ***cohérence par rapport aux objectifs de*** la ***politique extérieure de l’Union et à ses cadres de partenariat avec les pays tiers***. | (8) ***Le*** conseil stratégique devrait ***être coprésidé par*** la Commission et ***le haut représentant afin de garantir*** la cohérence ***par rapport aux objectifs de*** la ***politique extérieure*** de ***l’Union et aux autres efforts consentis*** par l’Union pour ***lutter contre les causes premières*** de la ***migration, ainsi que*** la ***cohérence des politiques au service du développement***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>133</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 8</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (8) Par ailleurs, le conseil stratégique devrait aider la Commission à fixer des orientations stratégiques et les grands objectifs d’investissement. Il devrait également favoriser la coordination et la cohérence entre les plateformes régionales. Cela devrait garantir la complémentarité des différents instruments de l’action extérieure. Le conseil stratégique devrait être coprésidé par la Commission et le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité afin de garantir la cohérence par rapport aux objectifs de la politique extérieure de l’Union et à ses cadres de partenariat avec les pays tiers. | (8) Par ailleurs, le conseil stratégique devrait aider la Commission à fixer des orientations stratégiques et les grands objectifs d’investissement. Il devrait également favoriser la coordination et la cohérence entre les plateformes régionales ***et respecter les engagements concernant la cohérence des politiques au service du développement***. Cela devrait garantir la complémentarité des différents instruments de l’action extérieure. Le conseil stratégique devrait être coprésidé par la Commission et le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité afin de garantir la cohérence par rapport aux objectifs de la politique extérieure de l’Union et à ses cadres de partenariat avec les pays tiers. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>134</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 8</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (8) Par ailleurs, le conseil stratégique ***devrait*** aider la Commission à fixer des orientations stratégiques et les grands objectifs d’investissement. Il devrait également favoriser la coordination et la cohérence entre les plateformes régionales. Cela devrait garantir la complémentarité des différents instruments de l’action extérieure. Le conseil stratégique devrait être coprésidé par la Commission et le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité afin de garantir la cohérence par rapport aux objectifs de la politique extérieure de l’Union et à ses cadres de partenariat avec les pays tiers. | (8) Par ailleurs, le conseil stratégique ***et le Parlement devraient*** aider la Commission à fixer des orientations stratégiques et les grands objectifs d’investissement. Il devrait également favoriser la coordination et la cohérence entre les plateformes régionales. Cela devrait garantir la complémentarité des différents instruments de l’action extérieure. Le conseil stratégique devrait être coprésidé par la Commission et le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ***et par le Parlement*** afin de garantir la cohérence par rapport aux objectifs de la politique extérieure de l’Union et à ses cadres de partenariat avec les pays tiers. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>135</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 8 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(8 bis)*** ***La garantie ne doit pas être utilisée pour le financement de grands projets d’infrastructure qui ont une faible incidence sur la création d’emplois et dont le rapport coût-avantages rend ces investissements non durables. La garantie devrait financer exclusivement des projets dont la réalisation ne suscite aucune controverse du point de vue environnemental, financier et social sur la base d’une évaluation approfondie ex ante et d’une analyse appropriée des coûts et des avantages.*** |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>136</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 8 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(8 bis)***  ***Les délégations de l’Union européenne dans les pays partenaires devraient promouvoir l’accès au FEDD, fournir activement des informations sur celui-ci, et renforcer la cohérence entre l’utilisation de la garantie, l’utilisation du financement mixte dans le cadre des plateformes régionales, l’apport d’une assistance technique ciblée améliorée et les dialogues stratégiques dans le pays où elles se trouvent.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>137</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 8 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(8 bis)*** ***Le FEDD devrait lever les obstacles à l’investissement privé et mobiliser des instruments innovants pour faciliter l’accès aux financements offerts par les investisseurs nationaux et étrangers, notamment aux entreprises locales et européennes ainsi qu’aux micro, petites et moyennes entreprises.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>138</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 9</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (9) La garantie FEDD devrait être accordée aux contreparties éligibles pour des opérations de financement et d’investissement ou des instruments de garantie pour une période initiale d’investissement allant jusqu’au 31 décembre 2020. | (9) La garantie FEDD devrait être accordée aux contreparties éligibles pour des opérations de financement et d’investissement ou des instruments de garantie pour une période initiale d’investissement allant jusqu’au 31 décembre 2020. ***La garantie FEDD est mise en œuvre, dans la mesure du possible, sous la direction d’une contrepartie éligible européenne.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>139</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 9</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (9) La garantie FEDD devrait être accordée aux contreparties éligibles pour des opérations de financement et d’investissement ou des instruments de garantie pour une période initiale d’investissement allant jusqu’au 31décembre 2020. | (9) La garantie FEDD devrait être accordée aux contreparties éligibles pour des opérations de financement et d’investissement ou des instruments de garantie pour une période initiale d’investissement allant jusqu’au 31décembre 2020***, qui pourrait être prolongée si nécessaire***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>140</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 9 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(9 bis)*** ***La Commission devrait encourager les contreparties européennes éligibles à aider la BEI dans la gestion de la garantie FEDD en participant à un groupe de travail technique.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>141</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 10</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(10)*** ***Afin d’offrir une certaine souplesse, d’accroître l’attractivité pour le secteur privé et de maximiser l’effet des investissements, il convient de prévoir une dérogation aux dispositions de l’article 58, paragraphe 1, point c) vii), du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil24 en vertu de laquelle les contreparties éligibles qui sont des organismes de droit privé pourraient également être des organismes qui ne sont pas chargés de la mise en œuvre d’un partenariat public-privé ainsi que des organismes de droit privé d’un pays partenaire.*** | ***supprimé*** |
| ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |  |
| ***24 Règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l’Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) nº 1605/2002 du Conseil (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1).*** |  |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>142</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Sabine Lösing</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 10</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(10) Afin d’offrir une certaine souplesse, d’accroître l’attractivité pour le secteur privé et de maximiser l’effet des investissements, il convient de prévoir une dérogation aux dispositions de l’article 58, paragraphe 1, point c) vii), du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil24 en vertu de laquelle les contreparties éligibles qui sont des organismes de droit privé pourraient également être des organismes qui ne sont pas chargés de la mise en œuvre d’un partenariat public-privé ainsi que des organismes de droit privé d’un pays partenaire.*** | ***supprimé*** |
| ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |  |
| ***24*** ***Règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l’Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) nº 1605/2002 du Conseil (JO L 298 du 26.10.2012, p. 1).*** |  |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>143</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 10 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(10 bis)*** ***Il est extrêmement important de surveiller la qualité des opérations de financement et d’investissement soutenues afin de garantir qu’elles contribuent efficacement au développement durable. Les délégations de l’Union européenne seraient bien placées pour effectuer ces tâches mais, leurs capacités étant limitées, il est primordial d’inclure des organisations de la société civile fiables, tant à l’échelon local qu’à l’échelon international.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>144</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 10 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(10 bis)*** ***La garantie FEDD devrait être gérée de manière à fournir des conditions équitables aux contreparties éligibles, à éviter les conflits d’intérêts et à faire preuve d’efficacité en tenant dûment compte de l’objectif consistant à attirer le secteur privé afin de financer les investissements et d’exploiter au mieux l’additionnalité.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>145</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Jean-Luc Schaffhauser</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 12</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (12) L’Union ***devrait débloquer une garantie de 1 500 000 000 EUR pour instituer la garantie FEDD. Les États membres et les autres contributeurs sont invités à compléter cette contribution pour soutenir le fonds de garantie FEDD sous forme de liquidités (États membres et autres contributeurs) ou de*** garanties ***(États membres) afin d’accroître la réserve de liquidités et, partant, d’augmenter le volume total de la garantie FEDD. L’Union devrait débloquer une garantie de 1 500 000 000 EUR pour instituer la garantie FEDD. Les États membres, les institutions financières publiques et les autres contributeurs devraient être invités à apporter un financement supplémentaire au fonds de garantie FEDD selon les conditions qui devraient être fixées dans un accord conclu entre la Commission, au nom de l’Union, et l’ensemble des contributeurs.*** | (12) L’Union ***ne produisant rien, les éventuelles garanties qui pourraient être prises, sont en fait des*** garanties ***prises par les États ce dont les pays bénéficiaires doivent être tenus informés de manière directe et transparente;*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>146</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Georgios Epitideios</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 12</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (12) L’Union devrait débloquer une garantie de 1 500 000 000 EUR pour instituer la garantie FEDD. ***Les États membres et les autres contributeurs sont invités à compléter cette contribution pour soutenir le fonds de garantie FEDD sous forme de liquidités (États membres et autres contributeurs) ou de garanties (États membres) afin d’accroître la réserve de liquidités et, partant, d’augmenter le volume total de la garantie FEDD.*** L’Union devrait débloquer une garantie de 1 500 000 000 EUR pour instituer la garantie FEDD. ***Les États membres,*** les institutions financières publiques et les autres contributeurs devraient être invités à apporter un financement supplémentaire au fonds de garantie FEDD selon les conditions qui devraient être fixées dans un accord conclu entre la Commission, au nom de l’Union, et l’ensemble des contributeurs. | (12) L’Union devrait débloquer une garantie de 1 500 000 000 EUR pour instituer la garantie FEDD. L’Union devrait débloquer une garantie de 1 500 000 000 EUR pour instituer la garantie FEDD. Les institutions financières publiques et les autres contributeurs devraient être invités à apporter un financement supplémentaire au fonds de garantie FEDD selon les conditions qui devraient être fixées dans un accord conclu entre la Commission, au nom de l’Union, et l’ensemble des contributeurs. |

Or. <Original>{EL}el</Original>

</Amend><Amend>Amendement <NumAm>147</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Miguel Urbán Crespo</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 12</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (12) L’Union devrait débloquer une garantie de ***1 500 000 000*** EUR pour instituer la garantie FEDD. Les États membres et les autres contributeurs sont invités à compléter cette contribution pour soutenir le fonds de garantie FEDD sous forme de liquidités (États membres et autres contributeurs) ou de garanties (États membres) afin d’accroître la réserve de liquidités et, partant, d’augmenter le volume total de la garantie FEDD. L’Union devrait débloquer une garantie de ***1 500 000 000*** EUR pour instituer la garantie FEDD. Les États membres, les institutions financières publiques et les autres contributeurs devraient être invités à apporter un financement supplémentaire au fonds de garantie FEDD selon les conditions qui devraient être fixées dans un accord conclu entre la Commission, au nom de l’Union, et l’ensemble des contributeurs. | (12) L’Union devrait débloquer une garantie de ***1 000 000 000*** EUR pour instituer la garantie FEDD. Les États membres et les autres contributeurs sont invités à compléter cette contribution pour soutenir le fonds de garantie FEDD sous forme de liquidités (États membres et autres contributeurs) ou de garanties (États membres) afin d’accroître la réserve de liquidités et, partant, d’augmenter le volume total de la garantie FEDD. L’Union devrait débloquer une garantie de ***1 000 000 000*** EUR pour instituer la garantie FEDD. Les États membres, les institutions financières publiques et les autres contributeurs devraient être invités à apporter un financement supplémentaire au fonds de garantie FEDD selon les conditions qui devraient être fixées dans un accord conclu entre la Commission, au nom de l’Union, et l’ensemble des contributeurs. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>148</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 14</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (14) En vue d’accroître l’impact de la garantie FEDD eu égard aux besoins des régions concernées, les États membres devraient ***avoir la possibilité de*** fournir des contributions sous forme de liquidités ou d’une garantie. ***Ces contributions pourraient être affectées par région, par secteur ou par volet d’investissement.*** | (14) En vue d’accroître l’impact de la garantie FEDD eu égard aux besoins des régions concernées, les États membres devraient fournir des contributions sous forme de liquidités ou d’une garantie. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>149</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 14</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (14) En vue d’accroître l’impact de la garantie FEDD eu égard aux besoins des régions concernées, les États membres devraient avoir la possibilité de fournir des contributions sous forme de liquidités ou d’une garantie. Ces contributions pourraient être affectées par région, par secteur ou par volet d’investissement. | (14) En vue d’accroître l’impact de la garantie FEDD eu égard aux besoins des régions concernées, les États membres ***et les pays de l’Association européenne de libre-échange*** devraient avoir la possibilité de fournir des contributions sous forme de liquidités ou d’une garantie. Ces contributions pourraient être affectées ***par pays,*** par région, par secteur ou par volet d’investissement. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>150</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 14</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (14) En vue d’accroître l’impact de la garantie FEDD eu égard aux besoins des régions concernées, les États membres devraient avoir la possibilité de fournir des contributions sous forme de liquidités ou d’une garantie. Ces contributions pourraient être affectées par région, par secteur ou par volet d’investissement. | (14) En vue d’accroître l’impact de la garantie FEDD eu égard aux besoins des régions concernées, les États membres devraient avoir la possibilité de fournir des contributions sous forme de liquidités ou d’une garantie. Ces contributions pourraient être affectées par région, ***par*** ***pays,*** parsecteur ou par volet d’investissement. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>151</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Jozo Radoš, Ilhan Kyuchyuk, Paavo Väyrynen</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 15</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (15) Les fonds du FED devant être utilisés pour les pays éligibles au titre du 11e Fonds européen de développement (FED)25, un montant minimal de 400 000 000 EUR au titre de la garantie FEDD doit être alloué pour les investissements tout au long de la période de mise en œuvre de la garantie FEDD. Cette dernière ne devrait être mise à disposition que lorsque les 400 000 000 EUR au titre du 11e FED ont été alloués au fonds de garantie FEDD. | (15) Les fonds du FED devant être utilisés pour les pays éligibles au titre du 11e Fonds européen de développement (FED)25, un montant minimal de 400 000 000 EUR au titre de la garantie FEDD doit être alloué pour les investissements tout au long de la période de mise en œuvre de la garantie FEDD. Cette dernière ne devrait être mise à disposition que lorsque les 400 000 000 EUR au titre du 11e FED ont été alloués au fonds de garantie FEDD. ***Les fonds du FED devant être utilisés, la garantie FEDD devrait comprendre des investissements dans les domaines dont les fonds initiaux ont été réaffectés. Les engagements consistant à veiller à ce que le financement du FED soit éligible à l’APD ainsi que les décisions prises par la suite par le CAD de l’OCDE concernant les instruments du secteur privé doivent être respectés.*** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 25 Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l’Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l’aide de l’Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014‑2020 conformément à l’accord de partenariat ACP-UE et à l’affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d’outre-mer auxquels s’appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1. | 25 Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l’Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l’aide de l’Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014‑2020 conformément à l’accord de partenariat ACP-UE et à l’affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d’outre-mer auxquels s’appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>152</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 15</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (15) Les fonds du FED devant être utilisés pour les pays éligibles au titre du 11e Fonds européen de développement (FED)25, un montant minimal de 400 000 000 EUR au titre de la garantie FEDD doit être alloué pour les investissements tout au long de la période de mise en œuvre de la garantie FEDD. Cette dernière ne devrait être mise à disposition que ***lorsque les*** 400 000 000 EUR au titre du 11e FED ***ont été alloués*** au fonds de garantie FEDD. | (15) Les fonds du FED devant être utilisés pour les pays éligibles au titre du 11e Fonds européen de développement (FED)25, un montant minimal de 400 000 000 EUR au titre de la garantie FEDD doit être alloué pour les investissements tout au long de la période de mise en œuvre de la garantie FEDD. Cette dernière ne devrait être mise à disposition que ***lorsqu’une contribution de*** 400 000 000 EUR***,*** au titre du 11e FED***,*** au fonds de garantie FEDD ***a été confirmée***. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 25 Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l’Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l’aide de l’Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014‑2020 conformément à l’accord de partenariat ACP-UE et à l’affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d’outre-mer auxquels s’appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1. | 25 Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l’Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l’aide de l’Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014‑2020 conformément à l’accord de partenariat ACP-UE et à l’affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d’outre-mer auxquels s’appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>153</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 15 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(15 bis)*** ***Puisque les fonds de l’instrument européen de voisinage, institué par le règlement (UE) nº 232/2014 du Parlement européen et du Conseil1 bis, doivent être utilisés, un montant minimal de 200 000 000 EUR au titre de la garantie FEDD doit être alloué pour les investissements dans les pays partenaires du voisinage tout au long de la période de mise en œuvre de la garantie FEDD.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis*** ***Règlement (UE) nº 232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage (JO L 77 du 15.3.2014, p. 27).*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>154</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Nedzhmi Ali, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 15 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(15 bis)*** ***Le Parlement européen devrait prendre des mesures pour se doter des capacités maximales en ce qui concerne la prise de décision en matière de financement par l’emprunt et d’investissement, afin de garantir la crédibilité et le contrôle du FEDD.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>155</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Ilhan Kyuchyuk, Hilde Vautmans, Nedzhmi Ali, Jasenko Selimovic</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 15 ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(15 ter)*** ***La gestion du financement et des investissements au titre du FEDD doit se faire de la manière la plus rationnelle et la plus efficace possible.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>156</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) La Commission devrait faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport devrait être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission devrait également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. | (16) La Commission devrait faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD***, ainsi que sur les projets pour l’année à venir,*** en vue de garantir l’obligation ***absolue*** de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport devrait être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. ***Tous les autres documents relatifs au Fonds devraient être rendus publics et assortis d’un régime d’exceptions restreint.*** La Commission devrait également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>157</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) La Commission devrait faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport devrait être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission devrait également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. | (16) La Commission devrait faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD***, ainsi que sur les projets pour l’année à venir,*** en vue de garantir l’obligation ***absolue*** de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport devrait être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. ***Tous les autres documents relatifs au Fonds devraient être rendus publics et assortis d’un régime d’exceptions restreint.*** La Commission devrait également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>158</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Sabine Lösing</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) La Commission devrait faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport devrait être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission devrait également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence ***et*** de l’obligation de rendre compte. | (16) La Commission devrait faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport devrait être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission devrait également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence***,*** de l’obligation de rendre compte ***et de la pleine application du mécanisme de contrôle budgétaire du Parlement européen***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>159</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) La Commission devrait faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport devrait être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission devrait également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. | (16) La Commission devrait faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil***, ainsi qu’à l’Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE,*** sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens ***et des pays partenaires***. Le rapport devrait être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission devrait également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>160</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) La Commission ***devrait faire*** rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur ***les opérations de financement et d’investissement couvertes*** par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport ***devrait être*** rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission ***devrait*** également ***faire*** rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. | (16) La Commission ***fait*** rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur ***l’efficacité et la réussite des projets financés*** par la garantie FEDD***, ainsi que des investissements réalisés au titre de celle-ci,*** en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport ***sera*** rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission ***fait*** également rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>161</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Pina Picierno, Nicola Caputo</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) La Commission ***devrait*** faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport ***devrait*** être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission ***devrait*** également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. | (16) La Commission ***devra*** faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport ***devra*** être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission ***devra*** également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>162</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) La Commission ***devrait*** faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport ***devrait*** être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission ***devrait*** également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. | (16) La Commission ***doit*** faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD en vue de garantir l’obligation ***absolue*** de rendre compte vis-à-vis des citoyens européens. Le rapport ***doit*** être rendu public pour permettre aux différentes parties prenantes, y compris à la société civile, de faire part de leur avis. La Commission ***doit*** également faire rapport annuellement au Parlement européen et au Conseil sur la gestion du fonds de garantie FEDD pour s’assurer de la transparence et de l’obligation de rendre compte. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>163</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(16 bis)*** ***Afin de garantir le contrôle du FEDD et du plan d’investissement européen, ainsi que l’obligation de rendre compte y afférente, le Parlement européen peut organiser des échanges de vues réguliers et structurés s’inscrivant dans un dialogue sur les investissements engagé avec la Commission, le haut représentant, la BEI et d’autres institutions financières éligibles, ainsi qu’avec le secteur privé et les organisations de la société civile.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>164</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(16 bis)*** ***La Commission devrait garantir la responsabilité du FEDD. La BEI et les autres contreparties éligibles pourraient être invitées à participer à des auditions organisées par le Parlement européen sur la mise en œuvre du FEDD.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>165</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Nedzhmi Ali, Jozo Radoš, Ilhan Kyuchyuk, Paavo Väyrynen</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 17</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (17) Afin de prendre en compte les enseignements tirés et de permettre une évolution du FEDD, le fonctionnement de celui-ci et le recours au fonds de garantie FEDD devraient être évalués par la Commission. L’application du présent règlement devrait faire l’objet d’une évaluation indépendante pour apprécier le niveau de conformité de la mise en œuvre avec la base juridique, mais également pour établir l’applicabilité et la praticabilité du règlement en ce qui concerne la réalisation de ses objectifs. | (17) Afin de prendre en compte les enseignements tirés et de permettre une évolution du FEDD, le fonctionnement de celui-ci et le recours au fonds de garantie FEDD devraient être évalués par la Commission ***et faire l’objet d’un processus annuel de consultation des parties prenantes, notamment des organisations de la société civile***. L’application du présent règlement devrait faire l’objet d’une évaluation indépendante pour apprécier le niveau de conformité de la mise en œuvre avec la base juridique, mais également pour établir l’applicabilité et la praticabilité du règlement en ce qui concerne la réalisation de ses objectifs. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>166</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 17</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (17) Afin de prendre en compte les enseignements tirés et de permettre une évolution du FEDD, le fonctionnement de celui-ci et le recours au fonds de garantie FEDD devraient être évalués par la Commission. L’application du présent règlement devrait faire l’objet d’une évaluation indépendante pour apprécier le niveau de conformité de la mise en œuvre avec la base juridique, mais également pour établir l’applicabilité et la praticabilité du règlement en ce qui concerne la réalisation de ses objectifs. | (17) Afin de prendre en compte les enseignements tirés et de permettre une évolution du FEDD, le fonctionnement de celui-ci et le recours au fonds de garantie FEDD devraient être évalués par la Commission ***et par des évaluateurs externes***. L’application du présent règlement devrait faire l’objet d’une évaluation indépendante pour apprécier le niveau de conformité de la mise en œuvre avec la base juridique, mais également pour établir l’applicabilité et la praticabilité du règlement en ce qui concerne la réalisation de ses objectifs. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>167</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paulo Rangel</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 18</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (18) ***Afin*** de ***protéger les intérêts financiers de l’Union***, ***en vue d’établir l’existence éventuelle d’une*** fraude, ***d’un acte*** de corruption***,*** de blanchiment de capitaux ***ou de*** toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l’Union dans le cadre d’opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement, l’Office européen de lutte antifraude (OLAF) est habilité à réaliser des enquêtes conformément au règlement (UE, Euratom) nº 883/2013 du Parlement européen et du Conseil26, au règlement (Euratom, CE) nº 2185/96 du Conseil27 et au règlement (CE, Euratom) nº 2988/95 du Conseil28. | (18) ***En vue*** de ***lutter contre la criminalité financière***, ***notamment par l’établissement des cas de*** fraude, de corruption ***et*** de blanchiment de capitaux***, ainsi que contre*** toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l’Union dans le cadre d’opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement, l’Office européen de lutte antifraude (OLAF) est habilité à réaliser des enquêtes conformément au règlement (UE, Euratom) nº 883/2013 du Parlement européen et du Conseil26, au règlement (Euratom, CE) nº 2185/96 du Conseil27 et au règlement (CE, Euratom) nº 2988/95 du Conseil28. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 26 Règlement (UE, Euratom) nº 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par l’Office européen de lutte antifraude (OLAF) et abrogeant le règlement (CE) nº 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (Euratom) nº 1074/1999 du Conseil (JO L 248 du 18.9.2013, p. 1). | 26 Règlement (UE, Euratom) nº 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par l’Office européen de lutte antifraude (OLAF) et abrogeant le règlement (CE) nº 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (Euratom) nº 1074/1999 du Conseil (JO L 248 du 18.9.2013, p. 1). |
| 27 Règlement (Euratom, CE) nº 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités (JO L 292 du 15.11.1996, p. 2). | 27 Règlement (Euratom, CE) nº 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités (JO L 292 du 15.11.1996, p. 2). |
| 28 Règlement (CE, Euratom) nº 2988/95 du Conseil, du 18 décembre 1995, relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO L 312 du 23.12.1995, p. 1). | 28 Règlement (CE, Euratom) nº 2988/95 du Conseil, du 18 décembre 1995, relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO L 312 du 23.12.1995, p. 1). |

Or. <Original>{PT}pt</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>168</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali, Paavo Väyrynen, Marielle de Sarnez, Jasenko Selimovic</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 19</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (19) De manière à contribuer à la lutte internationale contre la fraude et l’évasion fiscales ***et contre*** le blanchiment de capitaux, les contreparties éligibles ne devraient soutenir aucune activité menée à des fins illicites ni participer à aucune opération de financement ou d’investissement par l’intermédiaire d’un instrument situé dans un pays ou territoire non coopératif. | (19) De manière à contribuer à la lutte internationale contre la fraude et l’évasion fiscales***, la fraude, la corruption et*** le blanchiment de capitaux***, tout financement alloué au titre du FEDD devrait être apporté en toute transparence. En outre***, les contreparties éligibles ne devraient soutenir aucune activité menée à des fins illicites ni participer à aucune opération de financement ou d’investissement par l’intermédiaire d’un instrument situé dans un pays ou territoire non coopératif ***ou dans un paradis fiscal. Les contreparties s’abstiennent également de recourir à toute structure d’évasion fiscale ou à tout mécanisme de planification fiscale agressive***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>169</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 19</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (19) De manière à contribuer à la lutte internationale contre la fraude et l’évasion fiscales et contre le blanchiment de capitaux, les contreparties éligibles ne devraient soutenir aucune activité menée à des fins illicites ni participer à aucune opération de financement ou d’investissement par l’intermédiaire d’un instrument situé dans un pays ou territoire non coopératif. | (19) De manière à contribuer à la lutte internationale contre la fraude et l’évasion fiscales et contre le blanchiment de capitaux, les contreparties éligibles ne devraient soutenir aucune activité menée à des fins illicites ni participer à aucune opération de financement ou d’investissement par l’intermédiaire d’un instrument situé dans un pays ou territoire non coopératif ***et n’ont d’aucune manière un quelconque recours à des mécanismes de fraude ou d’évasion fiscales***. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>170</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paulo Rangel</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 19</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (19) ***De manière à contribuer à la lutte internationale contre la fraude et l’évasion fiscales et contre le blanchiment de capitaux, les*** contreparties éligibles ne devraient soutenir aucune activité menée à des fins illicites ni participer à aucune opération de financement ou d’investissement par l’intermédiaire d’un instrument situé dans un pays ou territoire non coopératif. | (19) ***Les*** contreparties éligibles ne devraient soutenir aucune activité menée à des fins illicites ni participer à aucune opération de financement ou d’investissement par l’intermédiaire d’un instrument situé dans un pays ou territoire non coopératif***, afin notamment de contribuer à la lutte internationale contre la fraude et l’évasion fiscales et contre le blanchiment de capitaux***. |

Or. <Original>{PT}pt</Original>

</Amend><Amend>Amendement <NumAm>171</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan, Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 19 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(19 bis)*** ***Pour tenir compte des évolutions d’ordre politique et des situations où une action de l’Union est nécessaire sur la scène internationale, il convient de déléguer à la Commission le pouvoir d’adopter des actes conformément à l’article 290 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne en ce qui concerne les modifications apportées à l’annexe du présent règlement, où sont énumérées les régions pouvant bénéficier du soutien de la garantie FEDD. Il importe particulièrement que la Commission procède aux consultations appropriées durant son travail préparatoire, y compris au niveau des experts, et que ces consultations soient menées conformément aux principes définis dans l’accord interinstitutionnel du 13 avril 2016 «Mieux légiférer»1 bis. En particulier, pour assurer leur égale participation à la préparation des actes délégués, le Parlement européen et le Conseil reçoivent tous les documents au même moment que les experts des États membres, et leurs experts ont systématiquement accès aux réunions des groupes d’experts de la Commission traitant de la préparation des actes délégués.*** |
|  | ***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** |
|  | ***1 bis*** ***JO L 123 du 12.5.2016, p. 1*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>172</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Nedzhmi Ali, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 20</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(20)*** ***Afin de respecter les engagements politiques de l’UE sur le plan des énergies renouvelables et du changement climatique, une part de 20 % au moins des fonds alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pertinentes pour ces secteurs,*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Voir notre amendement créant un nouveau considérant 4 bis.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>173</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 20</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (20) Afin de respecter les engagements politiques de l’UE sur le plan des énergies renouvelables ***et*** du changement climatique, une part de ***20*** % au moins des fonds alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pertinentes pour ces secteurs, | (20) Afin de respecter les engagements politiques de l’UE sur le plan des énergies renouvelables***, de l’efficacité énergétique, de l’atténuation*** du changement climatique ***et de l’adaptation à celui-ci***, une part de ***40*** % au moins des fonds ***qui devraient être*** alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pertinentes pour ces secteurs, ***ce qui contribuera à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique***. ***Lors d’investissements réalisés au titre du FEDD, la Commission européenne devrait également accorder une place centrale au critère de viabilité environnementale dans tous les projets.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>174</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nicola Caputo</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 20</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (20) Afin de respecter les engagements politiques de l’UE sur le plan des énergies renouvelables et du changement climatique, une part de 20 % au moins des fonds alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pertinentes pour ces secteurs, | (20) Afin de respecter les engagements politiques de l’UE sur le plan des énergies renouvelables et du changement climatique, une part de 20 % au moins des fonds alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pertinentes pour ces secteurs***; pour la même raison, les activités liées à l’extraction de combustibles fossiles ou à des énergies non renouvelables ne devraient pas avoir accès à ces fonds***, |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>175</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 20</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (20) Afin de respecter les engagements politiques de l’UE sur le plan des énergies renouvelables et du changement climatique, une part de ***20*** % au moins des fonds alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pertinentes pour ces secteurs***,*** | (20) Afin de respecter les engagements politiques de l’UE sur le plan des énergies renouvelables***, de l’efficacité énergétique*** et du changement climatique, une part de ***40*** % au moins des fonds alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pertinentes pour ces secteurs***.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>176</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 20 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(20 bis)*** ***Afin de contribuer à la mise en œuvre de l’accord de Paris sur le changement climatique, tous les projets financés par le FEDD devraient remplir l’objectif affiché dudit accord, qui consiste à ce que les flux financiers correspondent à un développement générant peu d’émissions de gaz à effet de serre et résilient face au changement climatique, et devraient dès lors promouvoir la protection du climat et la résilience au changement climatique, tout en respectant les droits fonciers des communautés locales.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>177</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 20 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(20 bis)*** ***Le Fonds de garantie FEDD devrait utiliser une méthode correcte de calcul du coefficient multiplicateur, de manière à obtenir un bon indicateur de performance (pour démontrer la mobilisation effective de capitaux et éviter ce qui s’est passé avec l’EFSI, dans le cas duquel l’effet multiplicateur initialement prévu s’est avéré exagéré, comme indiqué dans l’avis de la Cour des comptes).*** |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>178</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 20 ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(20 ter)*** ***Les fonds envoyés par les travailleurs émigrés vers les pays en développement constituent un flux bien plus important que les flux d’aide publique au développement. Les projets ou les instruments facilitant l’envoi de ces fonds et qui en baissent le coût devraient par conséquent pouvoir bénéficier d’un financement au titre du FEDD.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>179</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali, Hilde Vautmans, Jozo Radoš, Marielle de Sarnez, Paavo Väyrynen</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 5</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5) «additionnalité»: ***le principe*** en vertu ***duquel*** le soutien au titre de la garantie FEDD ne vise pas à remplacer le soutien d’un État membre, un financement privé ou une autre intervention financière de l’Union, et vise à remédier aux défaillances du marché et à éviter une éviction d’autres investissements publics ou privés. | 5) «additionnalité»: ***la démarche opérationnelle fondée sur des données factuelles*** en vertu ***de laquelle*** le soutien au titre de la garantie FEDD ***contribue au développement durable en parvenant à de meilleurs résultats que ceux qu’il aurait été possible d’obtenir en l’absence d’un tel soutien. Elle*** ne vise pas à remplacer le soutien d’un État membre, un financement privé ou une autre intervention financière de l’Union, et vise à remédier aux défaillances du marché et à éviter une éviction d’autres investissements publics ou privés. ***Elle vise à permettre le développement. L’additionnalité est considérée comme une composante essentielle.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>180</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 5</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5) «additionnalité»: le principe en vertu duquel le soutien au titre de ***la garantie*** FEDD ne ***vise*** pas à remplacer le soutien d’un État membre, un financement privé ou une autre intervention financière de l’Union***, et vise à remédier aux défaillances du marché et à éviter une éviction d’autres investissements publics ou privés***. | 5) «additionnalité»: le principe en vertu duquel le soutien au titre ***du*** FEDD***, y compris par l’intermédiaire*** de ***mécanismes de mixage, contribue au développement durable en parvenant à de meilleurs résultats que ceux qu’il aurait été possible d’obtenir en l’absence d’un tel soutien. Les interventions financières*** ne ***visent*** pas à remplacer le soutien d’un État membre ***ou d’un pays tiers***, un financement privé ou une autre intervention financière de l’Union ***ou d’une institution financière internationale***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>181</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Patrizia Toia</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. L’objectif du FEDD en tant que dispositif financier intégré est de ***soutenir les investissements des contreparties éligibles dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage, dans un premier temps***, ***et de leur accorder*** un meilleur accès au financement***,*** par l’octroi de capacités de financement sous forme de subventions, de garanties et d’autres instruments financiers***.*** | 1. L’objectif du FEDD en tant que dispositif financier intégré est de ***promouvoir un développement économique et social solidaire et durable et de favoriser la résilience socio-économique des pays partenaires en soutenant l’investissement***, ***la création d’emplois, l’entrepreneuriat et*** un meilleur accès au financementpar l’octroi de capacités de financement sous forme de subventions, de garanties et d’autres instruments financiers ***aux investissements des contreparties éligibles dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>182</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1.L’objectif du FEDD en tant que dispositif financier intégré est de soutenir les investissements des contreparties éligibles dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage, dans un premier temps, et de leur accorder un meilleur accès au financement, par l’octroi de capacités de financement sous forme de subventions, de garanties et d’autres instruments financiers. | 1.L’objectif du FEDD en tant que dispositif financier intégré est de soutenir les investissements des contreparties éligibles dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage, dans un premier temps, et de leur accorder un meilleur accès au financement, par l’octroi de capacités de financement sous forme de subventions, de garanties et d’autres instruments financiers. ***Il s’agit de mettre en place une couverture équilibrée des pays partenaires au sein des régions respectives, en veillant à une présence adéquate des pays fragiles et moins développés et en veillant à stimuler l’intégration régionale.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>183</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1.L’objectif du FEDD en tant que dispositif financier intégré est de soutenir les investissements des contreparties éligibles dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage, dans un premier temps, et de leur accorder un meilleur accès au financement, par l’octroi de capacités de financement sous forme de subventions, de garanties et d’autres instruments financiers. | 1.L’objectif du FEDD en tant que dispositif financier intégré est de ***guider, de*** soutenir ***et de gérer*** les investissements des contreparties éligibles dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage, dans un premier temps, et de leur accorder un meilleur accès au financement, par l’octroi de capacités de financement sous forme de subventions, de garanties et d’autres instruments financiers. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>184</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. Un des objectifs à atteindre est le renforcement des politiques de coopération au développement en faveur des bénéficiaires qui en ont le plus besoin, les efforts devant porter particulièrement sur la lutte contre la pauvreté et sur la réduction des inégalités. Les fonds doivent être canalisés vers des projets d’investissements réalisables, alignés sur l’article 21 du traité sur l’Union européenne, sur les objectifs de développement durable et sur les principes de l’efficacité du développement convenus au niveau international. Ces projets doivent tenir compte des souhaits des communautés locales et ne doivent pas porter atteinte à la libre circulation des populations.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>185</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le FEDD contribue à la réalisation des ***objectifs*** de développement durable à l’horizon 2030, en ***mettant particulièrement*** l’***accent*** sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux ***micros,*** petites et moyennes entreprises, ***et permet ainsi de*** lutter contre les causes profondes de la migration et de ***contribuer à*** la réintégration durable des migrants ***de retour*** dans ***leur*** pays d’origine, ***tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés***. | 2.Le FEDD contribue à la réalisation des ***principes qui sous-tendent le programme*** de développement durable à l’horizon 2030, ***comme celui de ne laisser personne de côté, ainsi que des objectifs de développement durable,*** en ***particulier la lutte contre la pauvreté et les inégalités.*** L’***intervention du Fonds est guidée par les objectifs énoncés à l’article 21 du traité UE et à l’article 208 du TFUE et par les principes de l’efficacité du développement convenus au niveau international, notamment l’appropriation, l’alignement*** sur ***les stratégies nationales, l’harmonisation,*** la ***responsabilité démocratique et les résultats, et devrait ainsi contribuer à la réalisation des objectifs de l’Union en faveur du développement, en particulier l’éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités, la*** croissance durable ***à long terme pour tous***, la création d’emplois ***décents***, les ***transferts de technologies et le partage du savoir, les*** secteurs socio-économiques et le soutien aux ***microentreprises et aux*** petites et moyennes entreprises***. Ce faisant***, ***le FEDD contribue, entre autres, à*** lutter contre les causes ***socio-économiques spécifiques*** profondes de la migration ***forcée (notamment la pauvreté, les inégalités, la croissance démographique, la pénurie d’emplois*** et de ***perspectives économiques et le changement climatique), favorise*** la réintégration durable des migrants ***qui retournent volontairement*** dans ***leurs*** pays d’origine ***ou qui transitent par ces pays***, ***et renforce la résilience des communautés d’accueil***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>186</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eleni Theocharous</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, ***et permet ainsi de*** lutter contre les causes profondes de la migration ***et de contribuer à*** la réintégration durable des migrants ***de retour*** dans ***leur*** pays d’origine, ***tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés***. | 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en ***ne laissant personne de côté, et repose sur les objectifs énoncés à l’article 21 du traité UE et à l’article 208 du TFUE, ainsi que sur les principes d’efficacité reconnus à l’échelle internationale en matière de développement. Il participe ainsi aux politiques de développement et de voisinage de l’Union ainsi qu’au nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l’Agenda européen en matière de migration, en*** mettant particulièrement l’accent sur ***l’éradication de*** la ***pauvreté, la*** croissance durable ***et inclusive à long terme***, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises***. Ce faisant***, ***le FEDD contribue, entre autres, à*** lutter contre les causes ***socio-économiques spécifiques*** profondes de la migration***, favorise*** la réintégration durable des migrants ***qui retournent*** dans ***leurs*** pays d’origine ***ou transitent par ces pays***, ***et renforce la résilience des communautés d’accueil***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>187</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises***, et permet ainsi de*** lutter contre les causes profondes de la migration ***et de contribuer à*** la réintégration durable des migrants ***de retour dans leur*** pays d’origine, ***tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés***. | 2. Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, ***et repose sur les objectifs énoncés à l’article 21 du traité sur l’Union européenne et à l’article 208 du traité FUE, ainsi que sur les principes d’efficacité reconnus à l’échelle internationale en matière de développement; contribuant ainsi aux politiques de développement et de voisinage de l’Union ainsi qu’au nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l’Agenda européen en matière de migration,*** en mettant particulièrement l’accent sur ***l’éradication de la pauvreté,*** la croissance durable ***et inclusive à long terme***, la création d’emplois ***décents***, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises***. Ce faisant, le FEDD contribue, entre autres, à*** lutter contre les causes ***socio-économiques spécifiques*** profondes de la migration***, favorise*** la réintégration durable des migrants ***qui retournent dans leurs*** pays d’origine, ***et renforce la résilience des communautés d’accueil***. |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>188</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, ***et permet ainsi de*** lutter contre les causes profondes de la migration ***et de contribuer à*** la réintégration durable des migrants ***de retour*** dans ***leur*** pays d’origine, ***tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés***. | 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, ***et repose sur les objectifs énoncés à l’article 21 du traité UE et à l’article 208 du TFUE, ainsi que sur les principes d’efficacité reconnus à l’échelle internationale*** en ***matière de développement. Il participe ainsi aux politiques de développement et de voisinage de l’Union, en*** mettant particulièrement l’accent sur ***l’éradication de*** la ***pauvreté, la*** croissance durable ***et inclusive à long terme***, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises***. Ce faisant***, ***le FEDD contribue, entre autres, à*** lutter contre les causes ***socio-économiques spécifiques*** profondes de la migration***, favorise*** la réintégration durable des migrants ***qui retournent*** dans ***leurs*** pays d’origine ***ou transitent par ces pays***, ***et renforce la résilience des communautés d’accueil***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>189</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux ***micros,*** petites et moyennes entreprises***, et permet ainsi*** de lutter contre les causes profondes de la migration et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. | 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030 ***et à la mise en œuvre de la politique européenne de voisinage***, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, ***sur*** la création d’emplois, ***sur*** les secteurs socio-économiques et ***sur*** le soutien aux ***microentreprises et aux*** petites et moyennes entreprises***. Il contribue également à la mise en œuvre*** de ***l’accord de Paris sur le climat en canalisant les investissements vers les secteurs axés sur l’atténuation du changement climatique et sur l’adaptation à ce phénomène. Le FEDD doit donc permettre de*** lutter contre les causes profondes de la migration et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>190</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Sabine Lösing</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, et permet ainsi de lutter contre les causes profondes de la migration et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. | 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, et permet ainsi de lutter contre les causes profondes de la migration ***forcée, comme la pauvreté*** et ***l’extrême pauvreté, les changement climatique, le manque*** de ***perspectives et de revenus, et de*** contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine ***sur une base strictement volontaire***, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés***, afin de stimuler le développement économique, social et environnemental durable et inclusif***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>191</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance ***durable***, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros***,*** petites et moyennes entreprises, et permet ainsi de lutter contre les causes profondes de la migration et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. | 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur ***le développement durable,*** la croissance ***au profit de tous***, la création d’emplois, ***l’éradication de la pauvreté,*** les secteurs socio-économiques et le ***développement du secteur privé local, à travers le*** soutien aux micros ***et*** petites et moyennes entreprises, et permet ainsi de lutter contre les causes profondes de la migration et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de ***solutions et de*** produits innovants et en attirant des financements privés. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>192</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, ***et permet ainsi de lutter contre les*** causes profondes de la migration et ***de*** contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. | 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, ***dans le respect de l’article 208 du TFUE,*** en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, ***l’éducation pour*** les ***garçons et les filles, les*** secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, ***autant de facteurs qui sont des*** causes profondes de la migration ***lorsqu’ils sont absents*** et ***qui, lorsqu’ils sont améliorés, peuvent*** contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>193</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Anders Primdahl Vistisen</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, et permet ainsi de lutter contre les causes profondes de la migration et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. | 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, et permet ainsi de lutter contre les causes profondes de la migration***, ce qui allège les flux migratoires vers l’Europe,*** et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>194</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, et permet ainsi de lutter contre les causes profondes de la migration et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. | 2. Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la ***participation des communautés locales, la*** création d’emplois***, la création d’une économie circulaire***, les secteurs socio-économiques et le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises, et permet ainsi de lutter contre les causes profondes de la migration et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine, tout en exploitant au mieux l’additionnalité, en favorisant la fourniture de produits innovants et en attirant des financements privés. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>195</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, la création d’emplois, les secteurs socio-économiques et le soutien aux ***micros,*** petites et moyennes entreprises, ***et permet ainsi de lutter contre les causes profondes de la migration et de contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine,*** tout en ***exploitant au mieux*** l’additionnalité***, en favorisant la fourniture de produits innovants*** et en attirant des financements privés. | 2.Le FEDD contribue à la réalisation des objectifs de développement durable à l’horizon 2030 ***et respecte les principes de l’efficacité du développement***, ***comme l’alignement sur les priorités des pays partenaires, l’aide non liée et l’application de conditions définies d’un commun accord,*** en mettant particulièrement l’accent sur la croissance durable, ***sur*** la création d’emplois, ***sur*** les secteurs socio-économiques et ***sur*** le soutien aux ***microentreprises et aux*** petites et moyennes entreprises, tout en ***garantissant*** l’additionnalité et en attirant des financements privés. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>196</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis. Afin de respecter les engagements politiques de l’Union sur le plan des énergies renouvelables, de l’efficacité énergétique et du changement climatique, une part de 40 % au moins des fonds alloués au titre du FEDD devrait être consacrée à des opérations de financement ou d’investissement pertinentes pour ces secteurs,*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>197</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post, Doru-Claudian Frunzulică</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 3 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 3 bis*** |
|  | ***Dans les régions et les pays où il est présent, le FEDD contribue aux objectifs énoncés dans les actes de base des instruments de financement de l’action extérieure de l’Union et est aligné sur les priorités contenues dans les programmes nationaux ou régionaux, le cas échéant.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>198</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1.Le FEDD est composé de plateformes régionales d’investissement, qui combineront des financements issus des mécanismes de mixage existants et de la garantie FEDD. | 1.Le FEDD est composé de plateformes régionales d’investissement, qui combineront des financements issus des mécanismes de mixage existants et de la garantie FEDD. ***Les deux premières plateformes régionales d’investissement couvriront l’Afrique et les pays du voisinage de l’Union. Ultérieurement, cette couverture pourra être étendue à d’autres régions ACP, ainsi qu’à l’Amérique latine et à l’Asie.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>199</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1.Le FEDD est composé de plateformes régionales d’investissement, qui combineront des financements issus des mécanismes de mixage existants et de la garantie FEDD. | 1.Le FEDD est composé de plateformes régionales d’investissement, qui combineront des financements issus des mécanismes de mixage existants et de la garantie FEDD***, complétés par des plateformes de conseil***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>200</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Jean-Luc Schaffhauser</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***2.*** ***La gestion du FEDD est assurée par la Commission.*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>201</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.La gestion du FEDD est assurée par la Commission. | 2.La gestion du FEDD est assurée par la Commission. ***Celle-ci travaille en étroite collaboration avec la Banque européenne d’investissement (BEI) et avec les autres contreparties éligibles en ce qui concerne la gestion opérationnelle de la garantie FEDD. À cette fin, un groupe de travail technique est mis en place. Un accord est conclu avec la BEI afin de fixer les modalités de coopération à la gestion du FEDD, en concertation avec les autres contreparties éligibles.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>202</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.La gestion du FEDD est assurée par la Commission. | 2.La gestion du FEDD est assurée par la Commission***, qui tient compte des lignes directrices et des critères proposés par le Parlement européen, et avec la participation démocratique des populations et des communautés locales des régions bénéficiaires des investissements***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>203</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.La gestion du FEDD est assurée par la Commission. | 2.La gestion du FEDD est assurée par la Commission. ***Celle-ci travaille en étroite collaboration avec la Banque européenne d’investissement (BEI), avec le soutien des contreparties européennes éligibles en ce qui concerne la gestion opérationnelle de la garantie FEDD.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>204</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Lorenzo Cesa</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.La gestion du FEDD est assurée par la Commission. | 2.La gestion du FEDD est assurée par la Commission. ***La Commission travaille en étroite collaboration avec la Banque européenne d’investissement (BEI) en ce qui concerne la gestion opérationnelle de la garantie FEDD.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>205</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Jean-Luc Schaffhauser</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 1 – alinéa 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***La Commission est assistée par un conseil stratégique pour la gestion du FEDD.*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>206</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Patrizia Toia, Cécile Kashetu Kyenge, Goffredo Maria Bettini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 1 – alinéa 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| La Commission est ***assistée*** par un conseil stratégique pour la gestion ***du FEDD***. | La Commission est ***conseillée*** par un conseil stratégique pour la gestion ***du FEDD***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>207</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 1 – alinéa 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Ce conseil ***fournit*** des orientations stratégiques et aide la Commission à fixer les grands objectifs d’investissement pour ce qui est du recours à la garantie FEDD***. Il soutient également la coordination et la cohérence globales entre les plateformes régionales*** d’investissement et ***avec*** les opérations ***relatives au mandat extérieur gérées par la BEI, y compris*** l’***initiative «résilience»*** de la ***BEI***. | Ce conseil ***communique*** des orientations stratégiques et aide la Commission à fixer les grands objectifs d’investissement pour ce qui est du recours à la garantie FEDD***, ainsi qu’à veiller à ce que les volets*** d’investissement ***aient une couverture géographique*** et ***thématique adéquate et diversifiée, tout en portant une attention particulière aux pays*** les ***moins avancés (PMA) et aux États fragiles. Il veille à ce que les*** opérations ***menées au titre du FEDD accompagnent les priorités stratégiques de*** l’***action extérieure et*** de la ***politique de développement de l’Union et, notamment, ses principes directeurs et ses objectifs, tels qu’ils sont énoncés à l’article 21 du traité UE et à l’article 208 du TFUE, respectivement***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>208</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Marielle de Sarnez, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 1 – alinéa 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Ce conseil soutient la coordination, la complémentarité et la cohérence générales entre le FEDD et les stratégies et instruments en place, les programmes indicatifs nationaux et géographiques, les plateformes régionales d’investissement, entre les trois piliers du PIE et entre le PIE et les efforts de l’Union en vue de concrétiser le programme de développement durable à l’horizon 2030.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>209</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. Le plus tôt possible lors de la phase de mise en œuvre du FEDD, le conseil stratégique adopte et publie des orientations qui précisent en détail la manière de garantir la conformité des opérations menées au titre du FEDD avec les objectifs et les critères d’éligibilité visés à l’article 8.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>210</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. Le conseil stratégique arrête son règlement intérieur lors de sa première réunion. Ce règlement fixe le nombre de réunions à tenir annuellement et contient des détails sur les droits de vote des membres du conseil et sur les rapports d’avancement que la Commission doit présenter.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>211</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres ***et*** de la BEI. La Commission ***peut inviter*** d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique ***eu égard***, le cas échéant, ***à*** l’***avis*** du conseil. Les pays partenaires ***et*** les organisations régionales concernées***,*** les contreparties éligibles ***et le Parlement européen*** peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. | 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres***,*** de la BEI ***et du Parlement européen***. La Commission ***invite*** d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique, le cas échéant, ***avec*** l’***accord*** du conseil. Les pays partenaires***,*** les organisations régionales concernées ***et*** les contreparties éligibles peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. |
|  | ***Le secrétariat du FEDD, organe nouvellement formé sous les auspices de la Commission, devrait comprendre des membres de toutes les directions générales concernées (DEVCO, NEAR, BUDG) et être placé sous la tutelle du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, afin de bénéficier de tout le poids et de toute l’influence de la Commission lors de la prise de décisions d’investissement capitales.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Le Parlement européen devrait être un membre à part entière du conseil stratégique, car il peut stimuler la responsabilité et la transparence du FEDD et jouer son rôle de suivi et de contrôle d’une manière nettement plus cohérente.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>212</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir ***membres*** du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les pays partenaires ***et*** les organisations régionales concernées***,*** les contreparties éligibles ***et le Parlement européen*** peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. | 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres et de la BEI. ***Le Parlement européen et des représentants des communautés locales sont invités à titre d’observateurs, afin d’améliorer*** la ***transparence et la responsabilité démocratique. La*** Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir ***observateurs au sein*** du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les pays partenaires***,*** les organisations régionales concernées ***et*** les contreparties éligibles peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. ***Les recommandations du Parlement européen guident les priorités du conseil stratégique. Le Parlement reste dûment informé de la réalisation de ces priorités par la voie d’un rapport annuel.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>213</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les pays partenaires ***et*** les organisations régionales concernées***,*** les contreparties éligibles ***et le Parlement européen*** peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. | 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres ***contributeurs*** et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. ***Le Parlement européen dispose du statut d’observateur.*** Les ***observateurs qu’il désigne peuvent contribuer aux délibérations, sans droit de vote. Les*** pays partenaires***,*** les organisations régionales concernées ***et*** les contreparties éligibles peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>214</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres et de la BEI. La Commission ***peut inviter*** d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les ***pays partenaires et les*** organisations régionales concernées, ***les contreparties éligibles et le Parlement européen*** peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. | 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres***, du Parlement européen*** et de la BEI. La Commission ***invite*** d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les organisations régionales concernées ***et d’autres parties prenantes***, ***comme des organisations de la société civile,*** peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. ***Il veille à la consultation en bonne et due forme d’un large éventail de parties intéressées dans les pays partenaires.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>215</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres ***et*** de la BEI. ***La Commission peut inviter*** d’***autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil.*** Les ***pays partenaires et les*** organisations régionales concernées, les ***contreparties éligibles et le Parlement européen*** peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. | 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres***,*** de la BEI ***et des pays partenaires***. ***Le Parlement européen participe au conseil stratégique avec le statut*** d’***observateur permanent et a le droit de participer pleinement à ses délibérations.*** Les organisations régionales concernées, les ***autres contributeurs et d’autres parties prenantes, comme des organisations de la société civile,*** peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>216</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les pays partenaires et les organisations régionales concernées, les contreparties éligibles et le Parlement européen peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. | 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs***, notamment des représentants des organes concernés du Parlement européen,*** à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les pays partenaires et les organisations régionales concernées, les contreparties éligibles et le Parlement européen peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>217</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Pina Picierno, Nicola Caputo</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (le «haut représentant»), des États membres et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les pays partenaires et les organisations régionales concernées, les contreparties éligibles et le Parlement européen peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. | 2. Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (le «haut représentant»), des États membres et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. ***La composition du conseil stratégique devra tenir compte de la dimension de l’égalité hommes-femmes.*** Les pays partenaires et les organisations régionales concernées, les contreparties éligibles et le Parlement européen peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>218</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (le «haut représentant»), des États membres et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les pays partenaires et les organisations régionales concernées, les contreparties éligibles et le Parlement européen peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. | 2. Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (le «haut représentant»), ***du Parlement européen,*** des États membres et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les pays partenaires et les organisations régionales concernées, les contreparties éligibles et le Parlement européen peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>219</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. Les pays partenaires ***et*** les organisations régionales concernées***,*** les contreparties éligibles ***et le Parlement européen*** peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. | 2.Le conseil stratégique se compose de représentants de la Commission et du haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité(le«haut représentant»), des États membres ***contributeurs*** et de la BEI. La Commission peut inviter d’autres contributeurs à devenir membres du conseil stratégique eu égard, le cas échéant, à l’avis du conseil. ***Le Parlement européen dispose du statut d’observateur.*** Les ***observateurs qu’il désigne peuvent contribuer aux délibérations, sans droit de vote. Les*** pays partenaires***,*** les organisations régionales concernées ***et*** les contreparties éligibles peuvent se voir accorder le statut d’observateur, s’il y a lieu. Le conseil stratégique est coprésidé par la Commission et le haut représentant. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>220</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis. Le conseil stratégique publie le procès-verbal de ses réunions dès qu’il l’a approuvé.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>221</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Paavo Väyrynen, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 – paragraphe 2 ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 ter. Le conseil stratégique organise des consultations annuelles des parties prenantes concernées sur l’orientation et la mise en œuvre du FEDD et sur son effet sur l’éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités. Ces consultations s’effectuent au sein d’un conseil consultatif de la société civile, qui garantit la bonne application et le respect des normes environnementales et sociales et des normes en matière de droits de l’homme.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>222</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 5 bis*** |
|  | ***Conseils opérationnels régionaux*** |
|  | ***1. Chaque plateforme régionale d’investissement est dotée d’un conseil opérationnel.*** |
|  | ***2. Ces conseils opérationnels aident la Commission à définir les objectifs d’investissement aux niveaux régional et sectoriel ainsi que les volets d’investissement aux niveaux régional, sectoriel et thématique, et formule des avis sur les opérations de financement mixte et sur le recours à la garantie FEDD. Ils communiquent des orientations sur les futures propositions de financement, assurent le suivi et l’examen de la réserve de projets, analysent les résultats des projets et assurent le suivi du portefeuille de projets approuvés.*** |
|  | ***3. Les conseils opérationnels sont présidés par la Commission et sont composés de représentants de la Commission, du haut représentant et des États membres, comme membres disposant du droit de vote, et, le cas échéant, des contreparties éligibles ayant le statut d’observateurs. Le Parlement européen se voit octroyer le statut d’observateur.*** |
|  | ***4. La Commission et le haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité veillent à la participation active des délégations de l’Union européenne et des contreparties éligibles à la préparation des travaux des conseils opérationnels.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>223</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 5 bis*** |
|  | ***Plateformes de conseil pour le voisinage de l’Union et l’Afrique*** |
|  | ***1. Les plateformes de conseil s’appuient sur les services de conseil existants afin de dispenser des conseils relatifs au renforcement des capacités pour l’identification, la préparation, le développement et le déroulement à long terme des projets. Elles sont des plateformes techniques pour les projets financés dans les pays du voisinage de l’Union et en Afrique. Leur soutien consiste notamment à apporter une aide ciblée en ce qui concerne l’utilisation de l’assistance technique aux fins de la structuration de projets et l’utilisation d’instruments financiers innovants, ainsi qu’à prodiguer des conseils, le cas échéant, sur les dispositions pertinentes du droit de l’Union, en tenant compte des spécificités et des besoins des pays partenaires.*** |
|  | ***2. Les plateformes de conseil fournissent des services en complément de ceux déjà disponibles au titre d’autres programmes de l’Union, notamment:*** |
|  | ***(a) la mise à disposition d’un guichet unique pour apporter une assistance technique aux autorités et aux promoteurs de projets;*** |
|  | ***(b) l’aide aux promoteurs de projets, le cas échéant, afin que ces projets répondent aux critères d’éligibilité et contribuent aux objectifs de développement durable à l’horizon 2030;*** |
|  | ***(c) l’exploitation des connaissances locales;*** |
|  | ***(d) la mise à disposition d’une plateforme permettant les échanges entre pairs et le partage de savoir-faire en matière de développement de projets;*** |
|  | ***(e) la fourniture de conseils concernant la mise en place de plateformes d’investissement.*** |
|  | ***3. Les services des plateformes de conseil sont destinés aux promoteurs publics et privés de projets, y compris les banques ou institutions nationales de développement, les plateformes ou fonds d’investissement ainsi que les entités publiques régionales et locales.*** |
|  | ***4. Les plateformes de conseil contribuent à créer des groupes locaux de suivi, composés d’intervenants locaux divers.*** |
|  | ***5. L’Union contribue à hauteur d’un montant maximal de 10 millions d’euros par an à la couverture des coûts de ces plateformes.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>224</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 5 bis*** |
|  | ***Assistance technique et aide consultative*** |
|  | ***La Commission et le haut représentant, par le truchement d’un secrétariat central et des délégations de l’Union, font office de guichet unique pour les autorités et les promoteurs de projets. Ils fournissent leur aide, de leur propre initiative, à l’identification, à la préparation, au développement et à la promotion des projets d’investissement, concernant l’utilisation de l’assistance technique aux fins de la structuration des projets, l’utilisation d’instruments financiers innovants et des partenariats public-privé, et l’identification des possibilités de promouvoir l’égalité entre les hommes et les femmes. Ce faisant, ils s’efforcent de tirer parti des compétences de la BEI et des autres contreparties éligibles.*** |
|  | ***La Commission entretient un flux d’investissements publics qui englobe les projets actuels du FEDD et vise à en attirer d’autres. Elle met en place un portail de projets sur le web.*** |
|  | ***Dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle, l’autorité budgétaire peut décider de renforcer les programmes concernés afin d’accroître le budget de l’assistance technique. Celle-ci peut également être utilisée pour atteindre les objectifs énoncés à l’article 5 ter, concernant le dialogue politique.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>225</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 5 ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 5 ter*** |
|  | ***Dialogue politique*** |
|  | ***Dans le cadre des relations politiques qu’entretient l’Union avec les pays partenaires, la Commission et le haut représentant entretiennent des dialogues politiques afin d’améliorer le climat des investissements et le cadre stratégique général, d’élaborer des cadres juridiques, des politiques et des institutions plus efficaces et de promouvoir la stabilité économique, l’investissement durable et la croissance inclusive.*** |
|  | ***Ces dialogues politiques portent notamment sur la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, sur les flux financiers illicites, sur l’énergie durable et les mesures dans le domaine du climat, sur le respect des droits de l’homme et de l’état de droit, ainsi que sur des politiques en faveur de l’égalité hommes-femmes qui visent à résoudre les restrictions des politiques et des réglementations qui contribuent à creuser les écarts entre les sexes dans l’accès aux financements et à l’entrepreneuriat.*** |
|  | ***Lors de la mise en œuvre du FEDD, ses organes dirigeants et la Commission portent un regard plus favorable sur les opérations de financement et d’investissement dans les pays partenaires qui prennent des mesures destinées à faciliter la réussite des investissements soutenus par le Fonds et à contribuer à la réalisation des objectifs énoncés dans le présent règlement.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>226</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. L’Union fournit à la contrepartie éligible une garantie ***irrévocable et inconditionnelle à première demande*** pour les opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement, commençant dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage. | 1. L’Union fournit à la contrepartie éligible une garantie pour les opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement, commençant dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage. |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>227</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Sabine Lösing</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1.L’Union fournit à la contrepartie éligible une garantie irrévocable ***et inconditionnelle*** à première demande pour les opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement, commençant dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage. | 1.L’Union fournit à la contrepartie éligible une garantie irrévocable à ***la*** première demande pour les opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement, commençant dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Les accords sont conclus sous réserve que l’investissement ou la mesure contribue à l’objectif visant à soutenir un développement durable et inclusif sur les plans économique, social et environnemental dans les pays partenaires.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>228</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan, Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. La garantie FEDD soutient des opérations de financement et d’investissement dans les pays partenaires dans les régions énumérées à l’annexe du présent règlement. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l’article 20 bis relatifs aux modifications apportées à l’annexe.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>229</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali, Jasenko Selimovic</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis. La Commission met en place et rend public un tableau de bord d’indicateurs qui englobe les trois dimensions du développement durable censées servir de référence à la sélection des projets économiquement viables, en vue de garantir une évaluation indépendante et transparente de l’utilisation potentielle et effective de la garantie de l’Union.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>230</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1.L’octroi de la garantie FEDD est subordonné à la conclusion de l’accord de garantie FEDD correspondant entre la Commission, au nom de l’Union, et la contrepartie éligible. | 1.L’octroi de la garantie FEDD est subordonné à la conclusion de l’accord de garantie FEDD correspondant entre la Commission, au nom de l’Union, et la contrepartie éligible***, conformément aux principes et aux objectifs de l’action extérieure de l’Union***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>231</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3.Le délai maximal dans lequel les contreparties éligibles peuvent conclure des accords avec des intermédiaires financiers ou des bénéficiaires finaux est de quatre ans après la conclusion de l’accord de garantie y afférent. | 3.Le délai maximal dans lequel les contreparties éligibles peuvent conclure des accords avec des ***partenaires privés cofinanceurs, des*** intermédiaires financiers ou des bénéficiaires finaux est de quatre ans après la conclusion de l’accord de garantie y afférent. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>232</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – titre</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Critères d’éligibilité applicables à l’utilisation de la garantie FEDD | Critères d’éligibilité ***et d’exclusion*** applicables à l’utilisation de la garantie FEDD |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>233</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1.Les opérations de financement et d’investissement pouvant bénéficier d’un soutien au titre de la garantie FEDD cadrent avec les politiques de l’Union, en particulier sa politique de développement et sa politique de voisinage, ainsi qu’avec les stratégies et les politiques des pays partenaires et ont pour objectif de favoriser la réalisation des objectifs généraux suivants: | 1.Les opérations de financement et d’investissement pouvant bénéficier d’un soutien au titre de la garantie FEDD ***sont compatibles avec l’objet du FEDD énoncé à l’article 3. Elles*** cadrent avec les politiques de l’Union, en particulier sa politique de développement et sa politique de voisinage, ainsi qu’avec les stratégies et les politiques des pays partenaires***. Elles tiennent compte de toute autre forme de soutien de l’Union*** et ***de la communauté internationale afin d’assurer la complémentarité avec d’autres initiatives, et elles*** ont pour objectif de favoriser la réalisation des objectifs généraux suivants: |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>234</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1.Les opérations de financement et d’investissement pouvant bénéficier d’un soutien au titre de la garantie FEDD cadrent avec les politiques de l’Union, en particulier sa politique de développement et sa politique de voisinage, ainsi qu’avec les stratégies et les politiques des pays partenaires et ***ont pour objectif de favoriser*** la réalisation des objectifs ***généraux*** suivants: | 1.Les opérations de financement et d’investissement pouvant bénéficier d’un soutien au titre de la garantie FEDD ***sont compatibles avec l’objet du FEDD énoncé à l’article 3 et respectent pleinement la liste des activités exclues énoncées à l’article 20. Elles*** cadrent avec les politiques de l’Union, en particulier sa politique de développement et sa politique de voisinage, ainsi qu’avec les stratégies et les politiques des pays partenaires et ***favorisent*** la réalisation des objectifs suivants: |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>235</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1.Les opérations de financement et d’investissement pouvant bénéficier d’un soutien au titre de la garantie FEDD cadrent avec les politiques de l’Union, en particulier sa politique de développement et sa politique de voisinage, ainsi qu’avec les stratégies et les politiques des pays partenaires et ont pour objectif de favoriser la réalisation des objectifs généraux suivants: | 1.Les opérations de financement et d’investissement pouvant bénéficier d’un soutien au titre de la garantie FEDD cadrent avec les politiques de l’Union, en particulier sa politique de développement et sa politique de voisinage, ainsi qu’avec les ***principes de sa politique étrangère énoncés à l’article 21 du traité UE et avec les*** stratégies et les politiques des pays partenaires***,*** et ont pour objectif de favoriser la réalisation des objectifs généraux suivants: |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>236</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a)contribuer au développement économique et social, en mettant particulièrement l’accent sur la ***durabilité*** et la création d’emplois ***(notamment en faveur des jeunes et des femmes)***, et, ***partant***, lutter contre les causes profondes de la migration et ***contribuer à*** la réintégration durable des migrants ***de retour*** dans ***leur*** pays d’origine; | (a)contribuer au développement économique***, endogène*** et social, en mettant particulièrement l’accent sur la ***réalisation des objectifs de développement durable, en particulier sur l’éradication de la pauvreté*** et la ***réduction des inégalités. Ces opérations sont guidées par les objectifs énoncés à l’article 21 du traité UE et à l’article 208 du TFUE et par les principes de l’efficacité du développement convenus au niveau international, notamment l’appropriation, l’alignement sur les stratégies nationales, l’harmonisation, la responsabilité démocratique et les résultats, et contribuent ainsi à la réalisation des objectifs de l’Union en faveur du développement, en particulier l’éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités, la croissance durable à long terme pour tous, la*** création d’emplois ***décents***, ***les transferts de technologies*** et ***le partage du savoir***, ***les secteurs socio-économiques et le soutien aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises. Ce faisant***, ***le FEDD contribue, entre autres, à*** lutter contre les causes ***socio-économiques spécifiques*** profondes de la migration ***forcée (notamment la pauvreté, les inégalités, la croissance démographique, la pénurie d’emplois*** et ***de perspectives économiques et le changement climatique), favorise*** la réintégration durable des migrants ***qui retournent volontairement*** dans ***leurs*** pays d’origine ***ou qui transitent par ces pays, et renforce la résilience des communautés d’accueil en stimulant la création d’emplois durables et décents, en particulier pour les jeunes et les femmes***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>237</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a) contribuer au développement économique et social***,*** en mettant particulièrement l’accent sur la durabilité et la ***création*** d’emplois ***(***notamment ***en faveur des jeunes*** et des ***femmes)***, et, partant, ***lutter*** contre les causes profondes de la migration ***et contribuer*** à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine***;*** | (a) contribuer au développement économique et social ***et à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies*** en mettant particulièrement l’accent sur ***l’éradication de la pauvreté,*** la durabilité et la ***promotion*** d’emplois ***décents, de perspectives économiques et de l’entreprenariat, en encourageant*** notamment ***l’égalité entre les hommes et les femmes et l’autonomisation des femmes*** et des ***jeunes***, et, partant, ***en luttant*** contre les causes profondes ***spécifiques*** de la migration***, en renforçant la résilience et en contribuant*** à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine***, tout en consolidant l’état de droit, la bonne gouvernance et les droits de l’homme.*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>238</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>György Hölvényi</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a)contribuer au développement économique et social, en mettant particulièrement l’accent sur la ***durabilité*** et la ***création*** d’emplois ***(***notamment ***en faveur*** des jeunes ***et des femmes)***, et, partant, ***lutter*** contre les causes profondes de la migration et ***contribuer*** à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine; | (a)contribuer au développement économique et social, en mettant particulièrement l’accent sur ***l’éradication de*** la ***pauvreté, le développement durable*** et la ***promotion*** d’emplois ***décents, de perspectives économiques et de l’entrepreneuriat, en encourageant*** notamment ***l’égalité entre les hommes et les femmes et l’autonomisation*** des ***femmes et des*** jeunes, et, partant, ***en luttant*** contre les causes profondes ***spécifiques*** de la migration***, en renforçant la résilience*** et ***en contribuant*** à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine***, tout en consolidant l’état de droit, la bonne gouvernance et les droits de l’homme, afin d’empêcher la radicalisation***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>239</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a)contribuer au développement économique et social, en mettant particulièrement l’accent sur ***la durabilité*** et la création d’emplois ***(***notamment en faveur des jeunes et des femmes***), et, partant, lutter contre les causes profondes de la migration et contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine***; | (a)contribuer au développement économique et social, en mettant particulièrement l’accent sur ***le développement durable*** et la création d’emplois ***durables,*** notamment en faveur des jeunes et des femmes; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>240</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a)contribuer au développement économique et social, en mettant particulièrement l’accent sur ***la durabilité*** et la création d’emplois ***(notamment en faveur des jeunes et des femmes), et, partant, lutter contre les causes profondes de la migration et contribuer à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine***; | (a)contribuer au développement économique et social, en mettant particulièrement l’accent sur ***le développement durable, sur l’acquisition des qualifications adéquates par les jeunes, spécialement les jeunes femmes,*** et ***sur*** la création d’emplois ***décents***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>241</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a)contribuer au développement économique et social, en mettant particulièrement l’accent sur ***la durabilité*** et la création d’emplois(notamment en faveur des jeunes et des femmes), ***et, partant, lutter*** contre les causes profondes de la migration et ***contribuer*** à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine; | (a)contribuer au développement économique et social, en mettant particulièrement l’accent sur ***le développement durable*** et la création d’emplois(notamment en faveur des jeunes et des femmes), ***dont l’amélioration peut contribuer à la lutte*** contre les causes profondes de la migration et à la réintégration durable des migrants de retour dans leur pays d’origine; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>242</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point a bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(a bis) éviter que les opérations de financement et d’investissement susceptibles de bénéficier d’une aide de la garantie FEDD ne soient utilisées comme des formes de conditionnalité pour la coopération des pays bénéficiaires avec l’Union sur la question des migrations;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>243</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali, Hilde Vautmans, Jozo Radoš, Marielle de Sarnez, Paavo Väyrynen</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point a bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(a bis) atteindre les objectifs de développement durable à l’horizon 2030, en particulier l’éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités et la mobilisation des ressources nationales;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>244</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) ***cibler des*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***des*** infrastructures, dont ***l’énergie durable***, l’eau, les ***transports***, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, ***les infrastructures sociales*** et le capital humain, afin ***d’améliorer l’environnement*** socio-économique; | (b) ***renforcer les*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***les*** infrastructures, dont ***les énergies propres et renouvelables***, l’eau, ***la mobilité à faibles émissions de CO2,*** les ***technologies écologiques***, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, ***la consommation*** et ***la production durables, et*** le capital humain, afin ***de promouvoir un développement*** socio-économique ***inclusif et durable qui soit bénéfique à tous et qui ne laisse personne de côté***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>245</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b)cibler ***des*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***des*** infrastructures, dont ***l’énergie durable***, l’eau, les ***transports***, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, ***les infrastructures sociales*** et le capital humain, afin ***d’améliorer l’environnement*** socio-économique; | (b)cibler ***les*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***les*** infrastructures, dont ***les énergies durables et renouvelables***, l’eau, les ***déchets***, ***la mobilité à faibles émissions de CO2,*** les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, ***la consommation*** et ***la production durables, et*** le capital humain, afin ***de promouvoir un développement*** socio-économique ***inclusif et durable qui soit bénéfique à tous et qui ne laisse personne de côté***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>246</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) ***cibler des*** secteurs socio-économiques, notamment des infrastructures, dont ***l’énergie durable***, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales ***et*** le capital humain, afin d’améliorer l’environnement socio-économique; | (b) ***renforcer certains*** secteurs socio-économiques, notamment des infrastructures, dont ***les énergies renouvelables***, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales***,*** le capital humain ***et l’éducation et la formation tout au long de la vie***, afin d’améliorer l’environnement socio-économique; |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>247</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b)cibler ***des*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***des*** infrastructures, dont l’énergie durable, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales et le capital humain, afin d’améliorer l’environnementsocio‑économique; | (b)cibler ***les*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***les*** infrastructures, dont l’énergie durable, l’eau, les transports ***à faibles émissions de CO2***, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles***, l’agriculture agro-écologique*** et la croissance bleue, les infrastructures sociales et le capital humain, afin d’améliorer l’environnementsocio‑économique; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>248</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Sabine Lösing</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b)cibler ***des*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***des*** infrastructures, dont l’énergie durable, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales et le capital humain, afin d’améliorer l’environnementsocio‑économique; | (b)cibler ***les*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***les*** infrastructures, dont l’énergie durable, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales et le capital humain, afin ***de lutter contre la pauvreté et*** d’améliorer l’environnementsocio‑économique; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>249</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) cibler des secteurs socio-économiques, notamment des infrastructures, dont l’énergie durable, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales ***et*** le capital humain, afin d’améliorer l’environnement socio-économique; | (b) cibler des secteurs socio-économiques, notamment des infrastructures, dont l’énergie durable, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales***,*** le capital humain ***et l’économie circulaire***, afin d’améliorer l’environnement socio-économique; |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>250</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b)cibler ***des*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***des*** infrastructures, dont l’énergie durable, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales et le capital humain, afin d’améliorer l’environnement socio-économique; | (b)cibler ***les*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***les*** infrastructures, dont l’énergie durable, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’***innovation numérique, l’***environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales et le capital humain, afin d’améliorer l’environnement socio-économique; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>251</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) ***cibler des*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***des*** infrastructures, dont l’énergie durable, l’eau, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales et le capital humain, afin d’améliorer l’environnement socio-économique; | (b) ***renforcer les*** secteurs socio***‑***économiques, notamment ***les*** infrastructures, dont l’énergie durable ***et renouvelable***, l’eau ***et les déchets***, les transports, les technologies de l’information et de la communication, l’environnement, l’utilisation durable des ressources naturelles et la croissance bleue, les infrastructures sociales et le capital humain, afin d’améliorer l’environnement socio-économique; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>252</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(b bis) axer les efforts sur l’expansion du secteur technologique en Afrique, afin de doter les start-up et les PME des capitaux et du savoir-faire dont elles ont besoin pour rattraper leur retard technologique et être concurrentielles sur la scène internationale, de même qu’en raison des effets positifs que les technologies peuvent avoir sur le développement;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>253</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(b bis)*** ***faire participer la population qui réside dans les zones concernées à la définition des projets financés;*** |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>254</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) ***fournir des financements en faveur des*** microentreprises et ***des*** petites et moyennes entreprises, ***en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé***; | (c) ***soutenir le développement du secteur privé, en mettant plus particulièrement l’accent sur les sociétés locales ainsi que les*** microentreprises et ***les*** petites et moyennes entreprises, ***notamment celles qui sont actives dans les États fragiles et dans les pays moins avancés***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>255</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Bernd Kölmel</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé; | (c) fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé***, tout en gardant comme priorité le renforcement des structures économiques existantes et la création des structures manquantes***; |

Or. <Original>{DE}de</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>256</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Paavo Väyrynen, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c)fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé; | (c)fournir des financements***, notamment*** en ***devises locales, et des programmes de développement des capacités en*** faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé ***et des coopératives dans les pays partenaires***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>257</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c)fournir ***des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises***, en mettant particulièrement l’accent sur ***le développement du secteur privé***; | (c)fournir ***un soutien financier au développement du secteur privé***, en mettant particulièrement l’accent sur ***les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, tout en remédiant aux défaillances du marché et en limitant les distorsions du marché***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>258</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) ***fournir*** des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé; | (c) ***dégager*** des ***mécanismes de soutien et des*** financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé ***et sur l’entrepreneuriat local***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>259</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises***, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé***; | (c) fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises; |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>260</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c)fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement ***du secteur privé***; | (c)fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises ***locales***, en mettant particulièrement l’accent sur le développement ***durable en faveur de l’économie locale***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>261</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) ***fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises***, en mettant particulièrement l’accent sur ***le développement du secteur privé***; | (c) ***soutenir le développement du secteur privé***, en mettant ***plus*** particulièrement l’accent sur ***les sociétés locales et européennes ainsi que les microentreprises et les petites et moyennes entreprises***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>262</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c)fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé; | (c)fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé ***et des coopératives***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>263</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé; | (c) fournir des financements en faveur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, en mettant particulièrement l’accent sur le développement du secteur privé ***local***; |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>264</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(d)*** ***fournir des instruments financiers visant à éliminer les obstacles à l’investissement privé, y compris des garanties de première perte pour des garanties de portefeuille en faveur de projets du secteur privé telles que des garanties de prêts aux petites et moyennes entreprises, des garanties sur des risques spécifiques liés à des projets d’infrastructures et d’autres capitaux à risque;*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>265</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (d) ***fournir des instruments financiers visant à*** éliminer les obstacles à l’investissement privé, y compris des garanties de première perte pour des garanties de portefeuille en faveur de projets du secteur privé telles que des garanties de prêts aux petites et moyennes entreprises, des garanties sur des risques spécifiques liés à des projets d’infrastructures et d’autres capitaux ***à risque***; | (d)éliminer les obstacles à l’investissement privé ***en fournissant des instruments financiers***, y compris des garanties de première perte pour des garanties de portefeuille en faveur de projets du secteur privé***,*** telles que des garanties de prêts aux petites et moyennes entreprises, des garanties sur des risques spécifiques liés à des projets d’infrastructures et d’autres capitaux ***à risque***; ***les instruments financiers en question peuvent être libellés dans les devises locales des pays partenaires;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>266</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (d)fournir des instruments financiers visant à éliminer les obstacles à l’investissement ***privé***, y compris des garanties de première perte pour des garanties de portefeuille en faveur de projets ***du secteur privé*** telles que des garanties de prêts aux petites et moyennes entreprises***, des garanties sur des risques spécifiques liés à des projets d’infrastructures et d’autres capitaux à risque***; | (d)fournir des instruments financiers ***viables*** visant à éliminer les obstacles à l’investissement ***local***, y compris des garanties de première perte pour des garanties de portefeuille en faveur de projets ***locaux,*** telles que des garanties de prêts aux petites et moyennes entreprises; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>267</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (d)fournir des instruments financiers visant à éliminer les obstacles à l’investissement privé, y compris des garanties de première perte pour des garanties de portefeuille en faveur de projets du secteur privé telles que des garanties de prêts aux petites et moyennes entreprises, des garanties sur des risques spécifiques liés à des projets d’infrastructures et d’autres capitaux à risque; | (d)fournir des instruments financiers visant à éliminer les obstacles à l’investissement privé ***qui a un impact positif sur le développement***, y compris des garanties de première perte pour des garanties de portefeuille en faveur de projets du secteur privé telles que des garanties de prêts aux petites et moyennes entreprises, des garanties sur des risques spécifiques liés à des projets d’infrastructures et d’autres capitaux à risque; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>268</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point d</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (d)fournir des instruments financiers visant à éliminer les obstacles à l’investissement privé, y compris des garanties de première perte pour des garanties de portefeuille en faveur de projets du secteur privé telles que des garanties de prêts aux petites et moyennes entreprises, des garanties sur des risques spécifiques liés à des projets d’infrastructures et d’autres capitaux à risque; | (d)fournir des instruments financiers***, y compris en devises locales,*** visant à éliminer les obstacles à l’investissement privé, y compris des garanties de première perte pour des garanties de portefeuille en faveur de projets du secteur privé telles que des garanties de prêts aux petites et moyennes entreprises, des garanties sur des risques spécifiques liés à des projets d’infrastructures et d’autres capitaux à risque; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>269</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point e</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(e) maximiser l’effet de levier pour le secteur privé en s’attaquant aux obstacles à l’investissement.*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>270</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point e</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (e)maximiser l’effet de levier pour le secteur privé en s’attaquant aux obstacles à l’investissement. | (e)maximiser l’effet de levier pour le secteur privé***,*** en ***mettant particulièrement l’accent sur les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, en*** s’attaquant aux obstacles à l’investissement. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>271</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1 – point e bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e bis) contribuer à l’action pour le climat ainsi qu’à la protection et à la gestion de l’environnement, procurant ainsi des avantages connexes sur le plan climatique en allouant 35 % au moins du financement à des investissements présentant des éléments qui contribuent à l’action pour le climat, les énergies renouvelables et l’efficacité des ressources.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>272</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Paavo Väyrynen, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a)respectent le principe d’additionnalité; | (a)respectent le principe d’additionnalité***, en particulier tel qu’il est défini à l’article 2***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>273</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point a bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(a bis) allouer au moins 40 % du financement à des investissements destinés essentiellement à l’action pour le climat;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>274</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point a ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(a ter) allouer au moins 35 % du financement à des investissements destinés essentiellement à l’action pour le climat;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

<TitreJust>Justification</TitreJust>

En 2015, la BEI a fixé l’objectif visant à consacrer 35 % de ses prêts à l’action en faveur du climat dans les pays en développement. Nous devrions nous aligner sur cette position, de manière à ce qu’au moins 35 % du financement du FEDD contribue à la lutte contre le changement climatique.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>275</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(b bis) sont mises en œuvre dans le plein respect des conventions des droits de l’homme, des principes directeurs de l’OCDE à l’intention des entreprises multinationales, des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l’homme, des conventions et des normes de l’OIT, des principes de Maastricht relatifs aux obligations extraterritoriales des États dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, et des directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux zones de pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>276</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marco Zanni</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) sont viables sur les plans économique et financier, compte tenu également du soutien et du cofinancement éventuellement apportés au projet ***par des partenaires privés et publics***; | (c) sont viables sur les plans économique et financier, compte tenu également du soutien et du cofinancement éventuellement apportés au projet; |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>277</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Paavo Väyrynen, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point c bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(c bis) respectent les principes de l’efficacité du développement, notamment le déliement de l’aide, l’appropriation démocratique, l’alignement sur les stratégies nationales et la responsabilité mutuelle;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>278</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point d</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (d)sont viables sur le plan technique et durables d’un point de vue environnemental et social; et | (d)sont viables sur le plan technique et durables d’un point de vue environnemental et social***, tout en respectant les droits de l’homme***; et |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>279</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (e)maximisent la ***mobilisation de capitaux du secteur privé***. | (e)maximisent ***les capacités locales d’investissement, en veillant à ce que les investissements privés soient destinés à des projets publics utiles à*** la ***société et acceptés démocratiquement, et en veillant à la responsabilité des investissements, afin d’éviter la privatisation des bénéfices et la socialisation des pertes susceptibles de découler de ces investissements***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>280</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (e) ***maximisent la mobilisation de*** capitaux du secteur privé. | (e) ***mobilisent significativement les*** capitaux du secteur privé. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>281</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e bis) respectent le principe de l’efficacité du développement avalisé dans le cadre du partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement et réaffirmé à Nairobi en décembre 2016;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>282</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eleni Theocharous</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e bis) respectent les principes de l’efficacité du développement énoncés dans le partenariat de Busan, notamment le déliement de l’aide.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>283</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e bis) garantissent la stimulation à long terme des capacités locales en faveur de l’entretien des projets et d’autres tâches à longue échéance nécessaires à la viabilité des opérations;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>284</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e bis)*** ***ne sont liées d’aucune manière à des pays ou territoires non coopératifs;*** |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>285</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e ter) soient conformes aux critères du financement du développement définis par le Comité d’aide au développement (CAD) de l’OCDE et soutiennent efficacement le développement du secteur privé dans les pays bénéficiaires;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>286</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e ter) soient conformes aux critères de l’aide publique au développement définis par le Comité d’aide au développement de l’OCDE;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>287</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e ter) encouragent l’utilisation de l’aide déliée et contribuent à l’efficacité du développement, en particulier dans les pays moins avancés;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>288</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e quater (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e quater)*** ***contribuent à la mise en œuvre du programme de développement durable à l’horizon 2030;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>289</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e quater (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e quater)*** ***facilitent les envois de fonds et réduisent leurs coûts;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>290</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e quinquies (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e quinquies)*** ***sont mises en œuvre dans le plein respect des conventions des droits de l’homme, des principes directeurs de l’OCDE à l’intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l’homme, les conventions et les normes de l’OIT, les principes de Maastricht relatifs aux obligations extraterritoriales des États dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, et les directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>291</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 – point e sexies (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e sexies)*** ***font l’objet d’une analyse participative ex ante de l’impact sur les droits de l’homme et sur l’environnement, mise à la disposition du public, qui recense et examine les risques qui existent dans ces domaines;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>292</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***La garantie FEDD ne soutient pas des opérations de financement et d’investissement qui:*** |
|  | ***(a) sont liées au secteur militaire ou de la sécurité;*** |
|  | ***(b) soutiennent le développement de l’énergie nucléaire;*** |
|  | ***(c) favorisent la dépendance à l’égard des combustibles fossiles et du carbone;*** |
|  | ***(d) ont des coûts externes environnementaux considérables;*** |
|  | ***(e) promeuvent l’utilisation de semences génétiquement modifiées;*** |
|  | ***(f) promeuvent la monoculture industrielle à grande échelle;*** |
|  | ***(g) sont liées aux barrages géants;*** |
|  | ***(h) s’inscrivent dans des secteurs ou des projets qui risquent de nuire aux droits de l’homme dans les pays partenaires, par exemple l’accaparement de terres et le déplacement forcé de populations. Une analyse ex ante de l’impact sur les droits de l’homme et sur l’environnement, mise à la disposition du public, a lieu pour recenser de tels risques.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>293</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***L’utilisation de la garantie est exclue:*** |
|  | ***(a) dans le cas d’activités qui encouragent la violation des droits fondamentaux des communautés locales et autochtones (accaparement des terres, forces paramilitaires, activités dans des zones déboisées), notamment dans les pays concernés par ces phénomènes;*** |
|  | ***(b) dans le cas de de grands projets d’infrastructure à incidence environnementale élevée, mais aussi dépourvus de valeur ajoutée économique et sociale significative pour la population locale concernée;*** |
|  | ***(c) en cas de soupçons d’infractions environnementales et de préjudice à la société ou aux collectivités locales, compte tenu du principe de précaution;*** |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>294</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Le FEDD ne doit pas être utilisé pour remplacer la responsabilité de l’État en matière de services publics.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>295</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Au cas par cas, la Commission peut autoriser le cumul de financements provenant de différents instruments de l’Union. | 3. Au cas par cas, la Commission peut autoriser le cumul de financements provenant de différents instruments de l’Union***, pour autant que cela n’entraîne pas de diminution des financements pour d’autres objectifs de développement*.** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>296</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La Commission ***peut définir*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. ***Toute demande de soutien financier dans le cadre des volets*** d’investissement ***est adressée à*** la Commission. | 4. La Commission ***définit*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. |
|  | ***Le choix des volets d’investissement est dûment justifié par une analyse locale des défaillances du marché ou des situations*** d’investissement ***non optimales. Ce type d’analyse est réalisé par*** la Commission ***en coopération avec les contreparties potentiellement éligibles et les parties concernées.*** |
|  | ***Les volets d’investissement sont définis dans le but d’allouer une part conséquente de la garantie FEDD à des pays fragiles et en situation de conflit, à des pays enclavés et aux pays les moins développés***. |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>297</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La Commission ***peut définir*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. Toute demande de soutien financier dans le cadre des volets d’investissement est adressée à la Commission. | 4. La Commission ***définit*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. Toute demande de soutien financier dans le cadre des volets d’investissement est adressée à la Commission. ***La Commission veillera à disposer de la capacité et de l’expertise nécessaires pour gérer un vaste portefeuille financier et le volume potentiellement élevé de propositions.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>298</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali, Jasenko Selimovic</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La Commission ***peut définir*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. Toute demande de soutien financier dans le cadre des volets d’investissement est adressée à la Commission. | 4. La Commission ***définit*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. ***En outre, la BEI devrait fournir un avis écrit sur les questions relevant du domaine bancaire, qui devrait accompagner chaque proposition relative aux volets d’investissement.*** Toute demande de soutien financier dans le cadre des volets d’investissement est adressée à la Commission. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>299</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La Commission ***peut définir*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. Toute demande de soutien financier dans le cadre des volets d’investissement est adressée à la Commission. | 4. La Commission ***est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l’article 20 bis afin de compléter le présent règlement en définissant*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. Toute demande de soutien financier dans le cadre des volets d’investissement est adressée à la Commission. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>300</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. La Commission ***peut définir*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. Toute demande de soutien financier dans le cadre des volets d’investissement est adressée à la Commission. | 4. ***Après avoir consulté le conseil stratégique,*** la Commission ***définit*** des volets d’investissement correspondant à des régions ou à des pays partenaires spécifiques ou aux deux à la fois, à des secteurs spécifiques, à des projets spécifiques ou à des catégories spécifiques de bénéficiaires finaux ou aux deux à la fois, qui bénéficieront d’un financement par les instruments visés à l’article 9, lesquels seront couverts par la garantie FEDD à hauteur d’un montant déterminé. Toute demande de soutien financier dans le cadre des volets d’investissement est adressée à la Commission. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>301</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis.*** ***La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l’article 21, paragraphes 1 à 3 et paragraphe 5, afin de compléter le présent règlement par un tableau de bord d’indicateurs public en vue de garantir une évaluation indépendante et transparente de l’utilisation potentielle et effective de la garantie, notamment au regard des critères visés au paragraphe 2.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>302</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis.*** ***La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l’article 20 bis, afin de compléter le présent règlement en créant et en publiant un tableau de bord d’indicateurs à utiliser pour garantir une évaluation indépendante et transparente des opérations potentielles et effectives soutenues par la garantie FEDD.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>303</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 4 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***4 bis.*** ***La Commission établit et publie un tableau d’indicateurs à utiliser pour assurer une évaluation indépendante et transparente des opérations potentielles et réelles soutenues par la garantie FEDD. Ces indicateurs comprennent, entre autres, une composante genre.*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>304</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 9 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a) les prêts; | (a) les prêts***, y compris les prêts en monnaie nationale***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>305</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 9 – paragraphe 1 – point e</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(e)*** ***toute autre forme de financement ou de rehaussement de crédit et les participations sous la forme de fonds propres ou de quasi-fonds propres.*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>306</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 1 – point e</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(e)*** ***les organismes de droit privé d’un État membre qui présentent les garanties financières suffisantes, par dérogation à l’article 58, paragraphe 1, point c) vii), du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012;*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>307</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 1 – point e</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (e) les organismes de droit privé d’un État membre qui présentent les garanties financières suffisantes, par dérogation à l’article 58, paragraphe 1, point c) vii), du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012; | (e) les organismes de droit privé d’un État membre qui présentent les garanties financières suffisantes, par dérogation à l’article 58, paragraphe 1, point c) vii), du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 ***et qui divulguent les facteurs extra-financiers (environnementaux, sociaux et de gouvernance), tels que le changement climatique, la raréfaction des ressources, la rémunération disproportionnée du personnel de direction ou la corruption, qu’ils considèrent comme faisant partie de leur devoir de loyauté***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>308</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 1 – point f</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(f)*** ***les organismes de droit privé d’un pays partenaire qui présentent les garanties financières suffisantes, par dérogation à l’article 58, paragraphe 1, point c) vii), du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012.*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>309</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 1 – point f</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (f) les organismes de droit privé d’un pays partenaire qui présentent les garanties financières suffisantes, par dérogation à l’article 58, paragraphe 1, point c) vii), du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012. | (f) les organismes de droit privé d’un pays partenaire qui présentent les garanties financières suffisantes, par dérogation à l’article 58, paragraphe 1, point c) vii), du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012 ***et qui divulguent les facteurs extra-financiers (environnementaux, sociaux et de gouvernance), tels que le changement climatique, la raréfaction des ressources, la rémunération disproportionnée du personnel de direction ou la corruption, qu’ils considèrent comme faisant partie de leur devoir de loyauté***;  |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>310</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***La Commission veille à assurer des conditions de concurrence équitables aux contreparties éligibles et à favoriser la coopération entre celles-ci. Elle veille à l’absence de conflits d’intérêts à tous les stades de la mise en œuvre du FEDD. Afin d’assurer la complémentarité, les contreparties éligibles fournissent toutes les informations utiles sur leurs opérations ne relevant pas du FEDD.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>311</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***La garantie est mise en œuvre dans le strict respect des principes d’efficacité du développement auxquels l’Union est attachée, notamment l’appropriation, la priorité aux résultats, les partenariats pour le développement, la transparence et la responsabilité partagée.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>312</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. La Commission sélectionne les contreparties éligibles conformément à l’article 61 du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012. | 3. La Commission sélectionne les contreparties éligibles conformément à l’article 61 du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012***, tandis que la préférence est accordée aux contreparties éligibles:*** |
|  | ***– établies dans les pays partenaires d’Afrique et du voisinage, respectivement;*** |
|  | ***– disposant d’une expérience avérée dans les investissements durables et responsables favorisant des approches participatives et l’appropriation dans la conception et la mise en place de programmes et de projets;*** |
|  | ***– utilisant des méthodes de suivi et d’évaluation, notamment en ce qui concerne les aspects qualitatifs, tels que les normes environnementales et sociales et l’additionnalité;*** |
|  | ***– disposant, dans leur structure de gouvernance, d’un mécanisme de traitement des plaintes indépendant et efficace.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>313</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. La Commission sélectionne les contreparties éligibles conformément à l’article 61 du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012. | 3. La Commission sélectionne les contreparties éligibles conformément à l’article 61 du règlement (UE, Euratom) nº 966/2012. ***La garantie FEDD est mise en œuvre, dans la mesure du possible, sous la direction d’une contrepartie éligible européenne.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>314</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Patrizia Toia, Goffredo Maria Bettini, Cécile Kashetu Kyenge</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 10 – paragraphe 3 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***3 bis.*** ***La garantie est mise en œuvre, de préférence, sous la direction d’une contrepartie éligible européenne.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>315</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis.*** ***Une évaluation, sous forme agrégée, de l’additionnalité, de la conformité avec les principes d’efficacité du développement convenus à l’échelle internationale, des opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD, de la mobilisation de ressources privées ainsi que des réalisations estimatives et effectives qu’elles ont permises, de leurs résultats et de leur impact, y compris sur le développement durable, notamment sur la réduction de la pauvreté et des inégalités la création d’emplois décents, le changement climatique, l’égalité entre les hommes et les femmes et l’éradication de la pauvreté à long terme. Cette évaluation est complétée par une plateforme en ligne accessible au public contenant les données ventilées dans un format ouvert et lisible par machine ainsi que la publication d’autres documents connexes, notamment les plans relatifs aux projets, les analyses de l’impact sur l’égalité entre les hommes et les femmes, sur l’environnement et sur le plan social, ainsi que les rapports et les évaluations des incidences. Cette plateforme devrait inclure les noms des bénéficiaires effectifs des promoteurs de projets relevant du FEDD et veiller à ce que tous les bénéficiaires finaux soient rendus publics.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>316</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Anders Primdahl Vistisen</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 2 – alinéa 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Les États membres peuvent contribuer au fonds de garantie FEDD sous la forme de garanties ou de liquidités. Sous réserve de l’approbation de la Commission, d’autres contributeurs peuvent y contribuer, sous la forme de liquidités. | Les États membres peuvent contribuer au fonds de garantie FEDD sous la forme de garanties ou de liquidités. Sous réserve de l’approbation de la Commission, ***et des États membres le cas échéant,*** d’autres contributeurs peuvent y contribuer, sous la forme de liquidités. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>317</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 2 – alinéa 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Les États membres peuvent contribuer au fonds de garantie FEDD sous la forme de garanties ou de liquidités. Sous réserve de l’approbation de la Commission, d’autres contributeurs peuvent y contribuer, sous la forme de liquidités. | Les États membres ***et les pays de l’AELE*** peuvent contribuer au fonds de garantie FEDD sous la forme de garanties ou de liquidités. Sous réserve de l’approbation de la Commission, d’autres contributeurs peuvent y contribuer, sous la forme de liquidités. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>318</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 2 – alinéa 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Le total net des paiements issus du budget général de l’Union au titre de la garantie FEDD ne dépasse pas ***1 500 000 000***EUR. Le paiement des appels à garantie est effectué, au besoin, par les États membres contributeurs ou les autres contributeurs à égalité de rang avec l’Union, sans préjudice du paragraphe 4. | Le total net des paiements issus du budget général de l’Union au titre de la garantie FEDD ne dépasse pas ***1 000 000 000***EUR. Le paiement des appels à garantie est effectué, au besoin, par les États membres contributeurs ou les autres contributeurs à égalité de rang avec l’Union, sans préjudice du paragraphe 4. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>319</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Anders Primdahl Vistisen</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 3 – alinéa 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| La Commission informe le Parlement européen ***et*** le Conseil des contributions confirmées. | La Commission informe sans retard le Parlement européen***,*** le Conseil ***et les États membres, le cas échéant,*** des contributions confirmées. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>320</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Anders Primdahl Vistisen</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 4 – alinéa 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| À la demande des États membres, leurs contributions peuvent être affectées au lancement de projets dans des régions, pays, secteurs ou volets d’investissement spécifiques. | À la demande des États membres, leurs contributions peuvent être affectées au lancement de projets dans des régions, pays, secteurs ou volets d’investissement spécifiques***, et les États membres sont tenus informés de l’état d’avancement et de l’impact de ces projets***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>321</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 4 – alinéa 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| À la demande des États membres, leurs contributions peuvent être affectées au lancement de projets ***dans des*** régions***, pays, secteurs*** ou volets d’investissement ***spécifiques***. | À la demande des États membres ***et sous réserve de l’approbation du conseil stratégique***, leurs contributions peuvent être affectées au lancement de projets dans ***certaines*** régions ou ***dans certains*** volets d’investissement ***existants***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>322</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 5 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***5 bis.*** ***Au moins 100 000 000 EUR sont affectés à des investissements dans les pays partenaires du voisinage oriental et méridional et, à cette fin, les fonds devraient être transférés depuis l’instrument d’aide de préadhésion (IAP II), institué par le règlement (UE) nº 231/2014.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Étant donné que l’instrument européen de voisinage, institué par le règlement (UE) nº 232/2014, est sous-financé, les fonds du FEDD devraient provenir d’ailleurs. Nous estimons que, compte tenu du faible taux d’absorption des fonds de l’IAP, les ressources du FEDD pourraient provenir de l’IAP.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>323</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 5 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***5 bis.*** ***Au moins 200 000 000 EUR de la couverture de la garantie FEDD sont affectés à des investissements dans les pays partenaires du voisinage oriental et méridional, conformément au règlement (UE) nº 232/2014.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>324</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Sabine Lösing</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. La Commission, au nom de l’Union, conclut des accords de garantie FEDD avec les contreparties éligibles sélectionnées conformément à l’article 10 et au paragraphe 4, concernant l’octroi de la garantie FEDD, laquelle est ***inconditionnelle,*** irrévocable et payable à première demande en faveur de la contrepartie éligible sélectionnée. | 1. La Commission, au nom de l’Union, conclut des accords de garantie FEDD avec les contreparties éligibles sélectionnées conformément à l’article 10 et au paragraphe 4, concernant l’octroi de la garantie FEDD, laquelle est irrévocable et payable à première demande en faveur de la contrepartie éligible sélectionnée. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Les accords sont conclus sous réserve que l’investissement/la mesure contribue à l’objectif visant à soutenir un développement durable et inclusif sur les plans économique, social et environnemental dans les pays partenaires.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>325</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***les accords de garantie sont rendus publics et sont assortis d’un régime d’exceptions restreint.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>326</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 – partie introductive</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. Les accords de garantie contiennent notamment des dispositions concernant les aspects suivants: | 3. Les accords de garantie ***sont rendus publics, sont assortis d’un régime d’exceptions restreint et*** contiennent notamment des dispositions concernant les aspects suivants: |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>327</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 – point a bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(a bis)*** ***les objectifs et la finalité du présent règlement, une évaluation des besoins et une indication des résultats attendus compte tenu de la promotion de la responsabilité sociale des entreprises, notamment par le respect de l’ensemble des lignes directrices, des principes et des instruments juridiques adoptés par l’Union au niveau international, en particulier ceux visés à l’annexe bis.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>328</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>György Hölvényi</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 3 – point e bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(e bis)*** ***des dispositions pour une procédure de plainte fiable, sûre et accessible pour les personnes physiques, les communautés, la société civile et les organisations religieuses qui pourraient subir un préjudice du fait des opérations de contreparties éligibles ou des investissements ayant obtenu le soutien du FEDD.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>329</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 4 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) du montant des ressources propres que la contrepartie est disposée à mobiliser pour le volet d’investissement. | (c) du montant des ressources propres ***et du cofinancement du secteur privé*** que la contrepartie est disposée à mobiliser pour le volet d’investissement. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>330</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 4 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) du montant des ressources propres que la contrepartie est disposée à mobiliser pour le volet d’investissement. | (c) du montant des ressources propres ***et du cofinancement du secteur privé*** que la contrepartie est disposée à mobiliser pour le volet d’investissement. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>331</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 4 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) du montant des ressources propres que la contrepartie est disposée à mobiliser pour le volet d’investissement. | (c) du montant des ressources propres que la ***ou les*** contreparties ***sont disposées*** à mobiliser pour le volet d’investissement. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>332</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a) en ce qui concerne les titres de dette, le principal et tous les intérêts ainsi que les montants dus à la contrepartie éligible sélectionnée mais non reçus, conformément aux modalités des opérations de financement, ***après qu’***un événement de défaut ***s’est*** produit; | (a) en ce qui concerne les titres de dette, le principal et tous les intérêts ainsi que les montants dus à la contrepartie éligible sélectionnée mais non reçus, conformément aux modalités des opérations de financement, ***au moment où*** un événement de défaut ***se*** produit; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>333</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) en ce qui concerne les investissements sous la forme de fonds propres, les montants investis ***et les coûts de financement y afférents***; | (b) en ce qui concerne les investissements sous la forme de fonds propres, les montants investis; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>334</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 – point c</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) en ce qui concerne les autres opérations de financement et d’investissement visées à l’article 8, paragraphe 2, les montants utilisés ***et les coûts de financement y afférents***; | (c) en ce qui concerne les autres opérations de financement et d’investissement visées à l’article 8, paragraphe 2, les montants utilisés; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>335</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 – paragraphe 6 – point d</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***(d)*** ***l’ensemble des dépenses et des coûts de recouvrement pertinents liés à un événement de défaut, à moins que les sommes correspondantes ne soient déduites du produit du recouvrement.*** | ***supprimé*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>336</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 13 – paragraphe 2 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a) les contributions du budget général de l’Union ***et*** d’autres sources; | (a) les contributions du budget général de l’Union***, lorsque cela est compatible avec les objectifs fixés dans le cadre des différentes lignes budgétaires et des différents instruments de financement extérieur,*** ***ainsi que par*** d’autres sources; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>337</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 13 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) les contributions ***éventuelles*** des États membres ***et d’autres contributeurs***; | (b) les contributions des États membres ***représentant au moins un tiers des contributions du budget général de l’Union***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>338</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 13 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) les contributions éventuelles des États membres et d’autres contributeurs; | (b) les contributions éventuelles des États membres***, des pays de l’AELE*** et d’autres contributeurs; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>339</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 13 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(b bis)*** ***les contributions éventuelles d’autres contributeurs;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>340</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 13 – paragraphe 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. ***Les*** ressources du fonds de garantie FEDD visées au paragraphe 2 ***sont gérées directement par la Commission*** et placées conformément au principe de bonne gestion financière et dans le respect des règles prudentielles appropriées. | 4. ***La gestion des*** ressources du fonds de garantie FEDD visées au paragraphe 2 ***est confiée à la BEI dans le cadre d’un mandat au nom de l’Union. Ces ressources sont gérées*** et placées conformément au principe de bonne gestion financière et dans le respect des règles prudentielles appropriées. ***Le 30 juin 2018, la Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport évaluant l’application du présent paragraphe, qui sert de contribution en vue d’une éventuelle modification.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>341</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Lorenzo Cesa</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 13 – paragraphe 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 4. Les ressources du fonds de garantie FEDD visées au paragraphe 2 sont gérées directement par la ***Commission*** et placées conformément au principe de bonne gestion financière et dans le respect des règles prudentielles appropriées. | 4. Les ressources du fonds de garantie FEDD visées au paragraphe 2 sont gérées directement par la ***BEI dans le cadre d’un mandat au nom de l’Union***et placées conformément au principe de bonne gestion financière et dans le respect des règles prudentielles appropriées. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>342</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. La Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport annuel sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD. Ce rapport est rendu public. Il comprend entre autres les éléments suivants: | 1. La Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport annuel sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD. Ce rapport est rendu public ***et il est présenté à un large éventail de parties prenantes et examiné avec celles-ci au sein des commissions compétentes du Parlement européen***. Il comprend entre autres les éléments suivants***, présentés pays par pays***: |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>343</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Anders Primdahl Vistisen</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. La Commission présente au Parlement européen ***et*** au Conseil un rapport annuel sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD. Ce rapport est rendu public. Il comprend entre autres les éléments suivants: | 1. La Commission présente au Parlement européen***,*** au Conseil ***et, le cas échéant, aux États membres contributeurs*** un rapport annuel sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD. Ce rapport est rendu public. Il comprend entre autres les éléments suivants: |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>344</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. La Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport annuel sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD. Ce rapport est rendu public. Il comprend entre autres les éléments suivants: | 1. La Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport annuel sur ***l’efficacité et le succès des projets financés par*** la garantie FEDD ***et des investissements réalisés au titre de celle-ci***. Ce rapport est rendu public. Il comprend entre autres les éléments suivants: |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>345</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Bernd Kölmel</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. La Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport annuel sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD. Ce rapport est rendu public. Il comprend entre autres les éléments suivants: | 1. La Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport annuel sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD. Ce rapport est rendu public. Il comprend entre autres les éléments ***mesurables*** suivants: |

Or. <Original>{DE}de</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>346</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point -a (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(-a)*** ***une évaluation de la contribution globale aux objectifs de développement durable fixés dans le programme de développement durable à l’horizon 2030, en particulier en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>347</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point -a bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(-a bis)*** ***une évaluation de la part du financement consacrée aux opérations de financement et d’investissement pertinentes pour les engagements politiques de l’Union en matière d’énergie renouvelable, d’efficacité énergétique et de changement climatique;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>348</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Urmas Paet, Anneli Jäätteenmäki, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a) une évaluation des opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD, par opération, secteur, pays et région, et de leur conformité avec le présent règlement; | (a) une évaluation des opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD, par opération, secteur, pays et région, et de leur conformité avec le présent règlement***, notamment avec l’objectif de 35 % de dépenses consacrées à la lutte contre la changement climatique***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

<TitreJust>Justification</TitreJust>

En 2015, la BEI a fixé l’objectif visant à consacrer 35 % de ses prêts à l’action en faveur du climat dans les pays en développement. Nous devrions nous aligner sur cette position, de manière à ce qu’au moins 35 % du financement du FEDD contribue à la lutte contre le changement climatique.

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>349</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a) une évaluation des opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD, par opération, secteur, pays et région, et de leur conformité avec le présent règlement; | (a) une évaluation ***indépendante*** des opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD, par opération, secteur, pays et région, et de leur conformité avec le présent règlement; |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>350</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Beatriz Becerra Basterrechea, Anneli Jäätteenmäki, Urmas Paet, Jozo Radoš, Hilde Vautmans, Ilhan Kyuchyuk, Nedzhmi Ali, Marielle de Sarnez</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point a bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(a bis)*** ***une évaluation de la contribution globale aux objectifs de développement durable fixés dans le programme de développement durable à l’horizon 2030 et de la mise en œuvre de l’accord de Paris;*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>351</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) une évaluation, sous forme agrégée, de la valeur ajoutée des opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD, de la mobilisation de ressources privées ainsi que des réalisations estimatives et effectives qu’elles ont permises, de leurs résultats et de leur impact***, y compris sur la création d’emplois***; | (b) une évaluation, sous forme agrégée, de la valeur ajoutée des opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD, de la mobilisation de ressources privées ainsi que des réalisations estimatives et effectives qu’elles ont permises, de leurs résultats et de leur impact***, au moyen d’une évaluation de l’impact et des réalisations effectuée selon un tableau de bord d’indicateurs prédéfini visant à mesurer le taux de réalisation des objectifs du FEED, en tenant compte des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et des mécanismes utilisés en vue de mesurer ces derniers***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>352</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) une évaluation, sous forme agrégée, de la valeur ajoutée des opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD, de la mobilisation de ressources privées ainsi que des réalisations estimatives et effectives qu’elles ont permises, de leurs résultats et de leur impact, y compris sur la création d’emplois; | (b) une évaluation, sous forme agrégée, ***de l’additionnalité*** ***et*** de la valeur ajoutée des opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD, de la mobilisation de ressources privées ainsi que des réalisations estimatives et effectives qu’elles ont permises, de leurs résultats et de leur impact, y compris sur la création d’emplois ***décents, sur le changement climatique, sur l’éradication de la pauvreté et sur la manière de lutter contre les causes profondes de la migration***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>353</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point e</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (e) le montant financier transféré aux bénéficiaires et une évaluation des opérations de financement et d’investissement, pour chaque contrepartie, sous forme agrégée; | (e) le montant financier transféré aux bénéficiaires et une évaluation des opérations de financement et d’investissement, pour chaque contrepartie, sous forme agrégée***, y compris une analyse selon le genre des opérations couvertes qui s’appuie sur des preuves et sur des données ventilées par sexe***; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>354</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point f</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (f) une évaluation de la valeur ajoutée des opérations de financement et d’investissement des contreparties éligibles et du risque total lié à ces opérations; | (f) une évaluation ***de l’additionnalité*** ***et*** de la valeur ajoutée des opérations de financement et d’investissement des contreparties éligibles et du risque total lié à ces opérations; |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>355</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Fabio Massimo Castaldo, Ignazio Corrao, Marco Valli</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point f</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (f) une évaluation de la valeur ajoutée des opérations de financement et d’investissement des contreparties éligibles et du risque total lié à ces opérations; | (f) une évaluation ***indépendante*** de la valeur ajoutée des opérations de financement et d’investissement des contreparties éligibles et du risque total lié à ces opérations; |

Or. <Original>{IT}it</Original>

</Amend><Amend>Amendement <NumAm>356</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point h bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(h bis)*** ***une évaluation des actions élaborées dans le cadre du deuxième et du troisième piliers du PIE et des synergies entre celles-ci et les opérations couvertes par la garantie FEDD, avec une attention particulière accordée aux progrès réalisés en matière de lutte contre la corruption, la criminalité organisée et les flux financiers illicites, de bonne gouvernance, d’intégration des marchés locaux, de promotion de l’entrepreneuriat et des entreprises locales, de respect des droits de l’homme et de l’état de droit ainsi que de politiques qui tiennent compte de l’égalité entre les sexes.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>357</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point h bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(h bis)*** ***une évaluation de la conformité des projets du FEDD avec les principes de l’action extérieure de l’Union, tels qu’énoncés à l’article 21 du traité sur l’Union européenne.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>358</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point h bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(h bis)*** ***un tableau de bord d’indicateurs comme prévu à l’[article 8 – paragraphe 4 bis].*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

<TitreJust>Justification</TitreJust>

Le présent amendement inscrit dans le rapport annuel de la Commission le tableau de bord d’indicateurs prévu à de l’amendement 48 (article 8 – paragraphe 4 bis (nouveau)).

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>359</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point h bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(h bis)*** ***des objectifs et des plans détaillés pour l’année à venir.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>360</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 15 – paragraphe 1 – point h ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(h ter)*** ***une évaluation de la conformité des projets du FEDD avec les principes d’efficacité du développement convenus à l’échelle internationale.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>361</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 16 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Au plus tard le 31 décembre ***2020***, la Commission procède à une évaluation du fonctionnement du FEDD. Elle présente au Parlement européen et au Conseil son rapport d’évaluation, qui contient une évaluation indépendante de l’application du présent règlement.Ce rapport est ***soumis sans tarder par la Commission dans l’éventualité où les opérations de financement et d’investissement approuvées absorberaient entièrement le montant de la garantie FEDD disponible avant le 30 juin 2020***. | 1. Au plus tard le 31 décembre ***2019***, la Commission procède à une évaluation du fonctionnement du FEDD***, de sa gestion*** ***et de sa contribution réelle à l’objet et aux objectifs du présent règlement***. Elle présente au Parlement européen et au Conseil son rapport d’évaluation, qui contient une évaluation indépendante de l’application du présent règlement***, accompagné d’une proposition motivée visant à réviser ou à modifier le présent règlement, s’il y a lieu, notamment en vue d’étendre la période d’investissement initiale visée à l’article 7, paragraphe 2***.Ce rapport ***d’évaluation*** est ***assorti d’un avis de la Cour des comptes***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>362</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Paul Rübig, Maurice Ponga, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 16 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Au plus tard le 31 décembre ***2020***, la Commission procède à une évaluation du fonctionnement du FEDD. Elle présente au Parlement européen et au Conseil son rapport d’évaluation, qui contient une évaluation ***indépendante*** de l’application du présent règlement. ***Ce rapport est soumis sans tarder par la Commission dans l’éventualité où les opérations de financement et d’investissement approuvées absorberaient entièrement le montant de la garantie FEDD disponible avant le 30 juin 2020.*** | 1. Au plus tard le 31 décembre ***2019***, la Commission procède à une évaluation du fonctionnement du FEDD ***et de sa contribution réelle à l’objet et aux objectifs du présent règlement***. Elle présente au Parlement européen et au Conseil son rapport d’évaluation, qui contient une évaluation ***externe*** de l’application du présent règlement***, accompagné d’une proposition motivée visant à réviser ou à modifier le présent règlement, s’il y a lieu, notamment en vue d’étendre la période d’investissement initiale visée à l’article 7, paragraphe 2***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>363</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Marietje Schaake</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 16 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Au plus tard le 31 décembre 2020, la Commission procède à une évaluation du fonctionnement du FEDD. Elle présente au Parlement européen et au Conseil son rapport d’évaluation, qui contient une évaluation indépendante de l’application du présent règlement. Ce rapport est soumis sans tarder par la Commission dans l’éventualité où les opérations de financement et d’investissement approuvées absorberaient entièrement le montant de la garantie FEDD disponible avant le 30 juin 2020. | 1. Au plus tard le 31 décembre 2020, la Commission procède***, en collaboration avec un évaluateur indépendant,*** à une évaluation du fonctionnement du FEDD. Elle présente au Parlement européen et au Conseil son rapport d’évaluation, qui contient une évaluation indépendante de l’application du présent règlement. Ce rapport est soumis sans tarder par la Commission dans l’éventualité où les opérations de financement et d’investissement approuvées absorberaient entièrement le montant de la garantie FEDD disponible avant le 30 juin 2020. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>364</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 16 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Au plus tard le 31 décembre 2020 et tous les trois ans par la suite, la Commission procède à une évaluation de l’utilisation du fonds de garantie FEDD. Elle présente son rapport d’évaluation au Parlement européen et au Conseil. Ce rapport d’évaluation est assorti d’un avis de la Cour des comptes. | 2. Au plus tard le 31 décembre 2020 et tous les trois ans par la suite, la Commission procède à une évaluation de l’utilisation du fonds de garantie FEDD. Elle présente son rapport d’évaluation au Parlement européen et au Conseil. Ce rapport d’évaluation est assorti d’un avis de la Cour des comptes ***sur la gestion du fonds de garantie FEDD et sur l’efficacité ainsi que l’additionnalité des opérations du FEDD***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>365</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 16 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***au plus tard le 30 juin 2018, la Commission, en coopération avec le Service européen pour l’action extérieure (SEAE), définit un cadre et une méthode pour l’évaluation de la conformité avec l’article 21 du traité sur l’Union européenne.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>366</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – titre</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Transparence et publication des informations | Transparence***, communication*** et publication des informations |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>367</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Bernd Kölmel</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – alinéa unique</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses principes généraux en matière d’accès aux documents et à l’information, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, sur leur site internet, des informations sur toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement, y compris sur la manière dont ces opérations contribuent aux exigences du présent règlement. | Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses principes généraux en matière d’accès aux documents et à l’information, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, sur leur site internet, des informations sur toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement, y compris sur la manière dont ces opérations contribuent aux exigences du présent règlement. ***Des données ouvertes sur l’ensemble du cycle d’attribution des marchés, de la planification jusqu’à l’exécution, sont une solution efficace présentant un vaste éventail de possibilités. Les données ouvertes permettent une meilleure analyse interne des données et offrent la possibilité de réduire les coûts et de rendre le processus de passation de marchés plus efficace. Elles permettent aux entreprises potentielles d’analyser les projets et d’ouvrir de nouveaux débouchés. Elles permettent de repérer et d’éviter la corruption. Enfin, il s’agit d’obtenir de meilleurs résultats pour les citoyens, d’avoir de meilleures écoles, de meilleurs hôpitaux, davantage de petites entreprises et plus d’emplois. Lorsque l’on promeut davantage d’investissements privés, la transparence doit être garantie, afin de ne pas favoriser le népotisme existant mais au contraire de mettre en place une concurrence ouverte.*** |

Or. <Original>{DE}de</Original>

</Amend><Amend>Amendement <NumAm>368</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eider Gardiazabal Rubial, Doru-Claudian Frunzulică, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – alinéa unique</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses ***principes généraux*** en matière d’accès aux documents et à l’information, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, sur leur site internet, des informations sur toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement, y compris sur la manière dont ces opérations contribuent aux exigences du présent règlement. | Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses ***règles*** ***générales*** en matière d’accès aux documents et à l’information, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, ***de façon anticipée et systématique,*** sur leur site internet, des informations sur toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement, y compris sur la manière dont ces opérations contribuent aux exigences du présent règlement. ***Dans la mesure du possible, ces informations sont ventilées au niveau du projet et portent notamment sur les bénéficiaires finaux, en tenant compte de la protection des informations confidentielles et des informations sensibles sur le plan commercial.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>369</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nirj Deva</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – alinéa unique</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses principes généraux en matière d’accès aux documents et à l’information, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, sur leur site internet, des informations sur toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement, y compris sur la manière dont ces opérations contribuent aux exigences du présent règlement. | Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses principes généraux en matière d’accès aux documents et à l’information, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, sur leur site internet, des informations sur toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement, y compris sur la manière dont ces opérations contribuent aux exigences du présent règlement. ***Le portail internet du guichet unique de la Commission contient des informations complètes, rendues facilement accessibles au public, sur l’ensemble de ses contreparties éligibles et sur les opérations que celles-ci effectuent au titre de la garantie.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>370</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – alinéa unique</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses principes généraux en matière d’accès aux documents et à l’information, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, sur leur site internet, des informations ***sur*** toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement***, y compris sur la manière dont ces opérations contribuent aux exigences du présent règlement***. | ***Des procès-verbaux complets des réunions du conseil stratégique et des conseils opérationnels sont publiés sans tarder. Le tableau de bord d’indicateurs est rendu public dès lors qu’une opération bénéficiant de la garantie est approuvée.*** Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses principes généraux en matière d’accès aux documents et à l’information, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, sur leur site internet, ***l’ensemble*** des informations ***et des documents relatifs à*** toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement***, avec un régime d’exceptions strictement limité***.  |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>371</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Maurice Ponga, Paul Rübig, Eduard Kukan, Bogdan Brunon Wenta</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – alinéa unique</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses ***principes généraux*** en matière d’accès aux documents et à l’information, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, sur leur site internet, des informations sur toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement, y compris sur la manière dont ces opérations contribuent aux exigences du présent règlement. | Conformément à la politique de transparence de l’Union et à ses ***règles*** en matière d’accès aux documents et à l’information ***et de protection des données***, les contreparties éligibles mettent à la disposition du public, ***de façon anticipée et systématique,*** sur leur site internet, des informations sur toutes les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement, y compris sur la manière dont ces opérations contribuent ***aux objectifs et*** aux exigences du présent règlement. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>372</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – paragraphe 1 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***1 bis. Mécanisme de traitement des plaintes et de recours*** |
|  | ***La garantie est accordée en priorité aux contreparties qui disposent, dans leur structure de gouvernance, d’un mécanisme de traitement des plaintes efficace et indépendant. La Commission met en place, au cours de la première année de fonctionnement du FEDD, un mécanisme de traitement des plaintes centralisé au niveau de l’Union pour tous les projets soutenus par le FEDD. Ce mécanisme de traitement des plaintes peut être utilisé directement par les parties prenantes concernées par les opérations du FEDD et par les parties prenantes mécontentes de la manière dont leurs plaintes sont traitées par les mécanismes de traitement des plaintes des contreparties du FEDD. La Commission évalue la possibilité de placer ce mécanisme de traitement des plaintes sous l’égide du Médiateur européen.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>373</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – alinéa 1 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Les contreparties éligibles doivent présenter de manière visible le soutien de l’Union dans les informations qu’elles publient sur les opérations de financement et d’investissement couvertes par la garantie FEDD conformément au présent règlement.*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>374</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Isabelle Thomas, Jean-Paul Denanot, Vincent Peillon</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – alinéa 1 ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Les délégations de l’Union européenne intègrent les possibilités de financement offertes par le FEDD dans leur communication à destination de la société civile et du grand public.*** |

Or. <Original>{FR}fr</Original>

</Amend><Amend>Amendement <NumAm>375</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 17 bis*** |
|  | ***Mécanisme de traitement des plaintes et de recours*** |
|  | ***La Commission met en place un mécanisme de traitement des plaintes centralisé au niveau de l’Union pour tous les projets soutenus par le FEDD. Ce mécanisme de traitement des plaintes peut être utilisé directement par les parties prenantes concernées par les opérations du FEDD et par les parties prenantes mécontentes de la manière dont leurs plaintes sont traitées par les mécanismes de traitement des plaintes des contreparties du FEDD.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>376</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 18 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. La Cour des comptes procède, conformément à l’article 287 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne (TFUE), au contrôle externe des activités réalisées en application du présent règlement. | 1. La Cour des comptes procède, conformément à l’article 287 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne (TFUE), au contrôle externe des activités réalisées en application du présent règlement ***et ce contrôle est donc soumis à la procédure de décharge conformément à l’article 319 du traité FUE***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>377</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Si, à un stade quelconque de la préparation, de la mise en œuvre ou de la clôture d’opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement, la Commission ou les contreparties éligibles ont des raisons de soupçonner une fraude, un acte de corruption ***ou*** de blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale pouvant porter atteinte aux intérêts financiers de l’Union, elles en informent immédiatement l’Office européen de lutte antifraude (OLAF) et lui fournissent les informations nécessaires. | 1. Si, à un stade quelconque de la préparation, de la mise en œuvre ou de la clôture d’opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement, la Commission ou les contreparties éligibles ont des raisons de soupçonner une fraude, un acte de corruption***,*** ***un détournement de fonds,*** ***un acte*** de blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale pouvant porter atteinte aux intérêts financiers de l’Union, elles en informent immédiatement l’Office européen de lutte antifraude (OLAF) et lui fournissent les informations nécessaires. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>378</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 19 – paragraphe 2 – alinéa 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Afin de protéger les intérêts financiers de l’Union, l’OLAF peut procéder à des enquêtes, y compris des contrôles et vérifications sur place, conformément aux dispositions et aux procédures prévues par le règlement (UE, Euratom) nº 883/2013 du Parlement européen et du Conseil, le règlement (Euratom, CE) nº 2185/96 du Conseil et le règlement (CE, Euratom) nº 2988/95 du Conseil, en vue d’établir l’existence éventuelle d’une fraude, d’un acte de corruption, d’un acte de blanchiment de capitaux ou de toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l’Union dans le cadre d’opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement. L’OLAF peut transmettre toute information obtenue dans le cadre de ses enquêtes aux autorités compétentes des États membres concernés. | Afin de protéger les intérêts financiers de l’Union, l’OLAF procède à des enquêtes, y compris des contrôles et vérifications sur place, conformément aux dispositions et aux procédures prévues par le règlement (UE, Euratom) nº 883/2013 du Parlement européen et du Conseil, le règlement (Euratom, CE) nº 2185/96 du Conseil et le règlement (CE, Euratom) nº 2988/95 du Conseil, en vue d’établir l’existence éventuelle d’une fraude, d’un acte de corruption, ***d’un détournement de fonds,*** d’un acte de blanchiment de capitaux ***ou de financement du terrorisme, d’une fraude fiscale, d’une évasion fiscale*** ou de toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l’Union dans le cadre d’opérations de financement et d’investissement visées par le présent règlement. L’OLAF peut transmettre toute information obtenue dans le cadre de ses enquêtes aux autorités compétentes des États membres concernés. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>379</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 20 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Dans leurs opérations de financement et d’investissement, les contreparties éligibles ne soutiennent aucune activité menée à des fins illicites, dont le blanchiment d’argent, le financement du terrorisme, la criminalité organisée, la fraude et l’évasion fiscales, la corruption ou la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l’Union. Les contreparties éligibles ne participent à aucune opération de financement ou d’investissement par l’intermédiaire d’un instrument situé dans un pays ou territoire non coopératif***, conformément à leur politique à l’égard des pays ou territoires non coopératifs ou faiblement réglementés, fondée sur les politiques de l’Union, de*** l’Organisation de coopération et de développement économiques ***et du groupe d’action financière***. | 1. Dans leurs opérations de financement et d’investissement, les contreparties éligibles ne soutiennent aucune activité menée à des fins illicites, dont le blanchiment d’argent, le financement du terrorisme, la criminalité organisée, la fraude et l’évasion fiscales, la corruption ou la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l’Union. Les contreparties éligibles ne participent à aucune opération de financement ou d’investissement par l’intermédiaire d’un instrument situé dans un pays ou territoire non coopératif ***caractérisé, notamment, par une imposition inexistante, insignifiante ou faible, l’absence d’échange automatique effectif d’informations en matière fiscale, un manque de transparence dans les dispositions législatives, judiciaires ou administratives ou l’application de mesures fiscales néfastes telles que définies par le code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises, ou considérée par*** l’Organisation de coopération et de développement économiques ***comme une juridiction non coopérative, ou identifiée comme un pays à haut risque, au sens de l’article 9, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/849 ou incluse dans la liste européenne commune des juridictions fiscales non coopératives***. |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>380</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 20 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Dans ses opérations de financement et d’investissement, la contrepartie éligible applique les principes et les normes fixés par la législation de l’Union relative à la prévention de l’utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et en particulier par le règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil35 et la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil36. Les contreparties éligibles subordonnent les financements octroyés au titre du présent règlement, qu’ils soient directs ou qu’ils passent par des intermédiaires, à la communication des informations relatives aux bénéficiaires effectifs au sens de la directive (UE) 2015/849. | 2. Dans ses opérations de financement et d’investissement, la contrepartie éligible applique les principes et les normes fixés par la législation de l’Union relative à la prévention de l’utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et en particulier par le règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil35 et la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil36. Les contreparties éligibles subordonnent les financements octroyés au titre du présent règlement, qu’ils soient directs ou qu’ils passent par des intermédiaires, à la communication des informations relatives aux bénéficiaires effectifs au sens de la directive (UE) 2015/849***, et publient les informations pays par pays conformément aux dispositions énoncées à l’article 89, paragraphe 1, de la directive 2013/36/UE***. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 35 Règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) nº 1781/2006 (JO L 141 du 5.6.2015, p. 1). | 35 Règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) nº 1781/2006 (JO L 141 du 5.6.2015, p. 1). |
| 36 Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l’utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) nº 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission (JO L 141 du 5.6.2015, p. 73). | 36 Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l’utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) nº 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission (JO L 141 du 5.6.2015, p. 73). |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>381</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 20 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Le FEDD ne soutient pas des opérations de financement et d’investissement qui:*** |
|  | ***(a) sont effectuées dans les secteurs de l’armement, de la défense ou de la sécurité, ou qui sont étroitement liées à ceux-ci;*** |
|  | ***(b) soutiennent l’énergie nucléaire ou les carburants fossiles, avec des exceptions dûment justifiées pour le gaz naturel conventionnel;*** |
|  | ***(c) ne sont pas conformes aux conventions de l’OIT figurant à l’annexe bis (nouveau);*** |
|  | ***(d) sont considérées comme ayant des incidences néfastes manifestes sur l’environnement dans les pays partenaires;*** |
|  | ***(e) sont susceptibles d’entraîner des déplacements;*** |
|  | ***(f) sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité alimentaire des populations dans les pays partenaires.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>382</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Xabier Benito Ziluaga, Lola Sánchez Caldentey, Miguel Urbán Crespo, Stelios Kouloglou</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 20 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***Afin de pouvoir prétendre à un financement du FEDD, tous les bénéficiaires, qu’il s’agisse d’entreprises ou d’intermédiaires financiers, qui sont rattachés à plusieurs juridictions, doivent communiquer, dans leurs rapports annuels soumis à audit, des informations à caractère national sur leurs ventes, avoirs, salariés, bénéfices et taxes, et ce pour chaque pays dans lequel ils opèrent.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>383</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Nicola Caputo</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 20 – paragraphe 2 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***2 bis.*** ***L’éligibilité de la contrepartie est soumise à une évaluation préalable de sa conformité avec les droits fondamentaux et les libertés fondamentales, qui est réalisée par le Commission, en ce qui concerne les territoires et les organisations liés au financement.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>384</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Heidi Hautala, Maria Heubuch, Judith Sargentini</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 20 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 20 bis*** |
|  | ***Exercice de la délégation*** |
|  | ***1. Le pouvoir d’adopter des actes délégués conféré à la Commission est soumis aux conditions fixées au présent article.*** |
|  | ***2. Le pouvoir d’adopter des actes délégués visé à l’article 8 est conféré à la Commission pour une durée de trois ans à compter du 4 juillet 2017. La Commission élabore un rapport relatif à la délégation de pouvoir au plus tard neuf mois avant la fin de la période de trois ans. La délégation de pouvoir est tacitement prorogée pour des périodes d’une durée identique, sauf si le Parlement européen ou le Conseil s’oppose à cette prorogation trois mois au plus tard avant la fin de chaque période.*** |
|  | ***La délégation de pouvoir visée à l’article 8 peut être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou par le Conseil. La décision de révocation met fin à la délégation de pouvoir qui y est précisée. La révocation prend effet le jour suivant celui de la publication de ladite décision au Journal officiel de l’Union européenne ou à une date ultérieure qui est précisée dans ladite décision. Elle ne porte pas atteinte à la validité des actes délégués déjà en vigueur.*** |
|  | ***3. Aussitôt qu’elle adopte un acte délégué, la Commission le notifie au Parlement européen et au Conseil simultanément.*** |
|  | ***4. Un acte délégué adopté en vertu de l’article 8 n’entre en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n’a pas exprimé d’objections dans un délai d’un mois à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil ou si, avant l’expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas exprimer d’objections. Ce délai est prolongé d’un mois à l’initiative du Parlement européen ou du Conseil.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>385</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Eduard Kukan, Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 20 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 20 bis*** |
|  | ***Exercice de la délégation*** |
|  | ***1. Le pouvoir d’adopter des actes délégués conféré à la Commission est soumis aux conditions fixées au présent article.*** |
|  | ***2. Le pouvoir d’adopter les actes délégués visé à l’article 6 est conféré à la Commission à compter de la date d’entrée en vigueur du présent règlement et jusqu’au 31 décembre 2020.*** |
|  | ***3. La délégation de pouvoir visée à l’article 6 peut être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou par le Conseil. La décision de révocation met fin à la délégation de pouvoir qui y est précisée. La révocation prend effet le jour suivant celui de la publication de ladite décision au* Journal officiel de l’Union européenne *ou à une date ultérieure qui est précisée dans ladite décision. Elle ne porte pas atteinte à la validité des actes délégués déjà en vigueur.*** |
|  | ***4. Avant l’adoption d’un acte délégué, la Commission consulte les experts désignés par chaque État membre, conformément aux principes définis dans l’accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» du 13 avril 2016.*** |
|  | ***5. Aussitôt qu’elle adopte un acte délégué, la Commission le notifie au Parlement européen et au Conseil simultanément.*** |
|  | ***6. Un acte délégué adopté en vertu de l’article 6 n’entre en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n’a pas exprimé d’objections dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil ou si, avant l’expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas exprimer d’objections. Ce délai peut être prolongé de deux mois à l’initiative du Parlement européen ou du Conseil.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>386</NumAm>

<RepeatBlock-By><Members>Doru-Claudian Frunzulică, Eider Gardiazabal Rubial, Soraya Post</Members>

</RepeatBlock-By>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Annexe bis (nouvelle)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***ANNEXE bis*** |
|  | ***LISTE DES LIGNES DIRECTRICES ET DES PRINCIPES INTERNATIONAUX AINSI QUE DES CONVENTIONS DE L’OIT VISÉES À L’ARTICLE 12, PARAGRAPHE 3, ET À L’ARTICLE 20, PARAGRAPHE 3*** |
|  | ***a)*** ***Lignes directrices et principes internationaux:*** |
|  | ***–*** ***principes des Nations unies pour l’investissement responsable;***  |
|  | ***–*** ***principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l’homme;***  |
|  | ***–*** ***principes directeurs de l’OCDE à l’intention des entreprises multinationales;*** |
|  | ***–*** ***principes de la FAO (Comité de la sécurité alimentaire mondiale) pour un investissement responsable dans l’agriculture et les systèmes alimentaires.*** |
|  | ***b)*** ***Conventions de l’Organisation internationale du travail (OIT):*** |
|  | ***–*** ***convention nº 87 de l’OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical;*** |
|  | ***–*** ***convention nº 98 de l’OIT sur le droit d’organisation et de négociation collective;*** |
|  | ***–*** ***convention nº 29 de l’OIT sur le travail forcé;***  |
|  | ***–*** ***convention nº 105 de l’OIT sur l’abolition du travail forcé;*** |
|  | ***–*** ***convention nº 138 de l’OIT sur l’âge minimum d’admission à l’emploi;*** |
|  | ***–*** ***convention nº 111 de l’OIT concernant la discrimination (emploi et profession);***  |
|  | ***–*** ***convention nº 100 de l’OIT sur l’égalité de rémunération;***  |
|  | ***–*** ***convention nº 182 de l’OIT sur les pires formes de travail des enfants.*** |

Or. <Original>{EN}en</Original>

</Amend></RepeatBlock-Amend>